



Assemblée générale

Distr. générale
29 avril 2019
Français
Original : anglais

Soixante-quatorzième session

Points 137 et 138 de la liste préliminaire**

Projet de budget-programme pour 2020

Planification des programmes

Projet de budget-programme pour 2020

Titre VIII

Services communs d'appui

Chapitre 29

Services de gestion et d'appui

Sous-chapitre 29B

Département de l'appui opérationnel

Programme 25

Services de gestion et d'appui

Table des matières

	<i>Page</i>
Avant-propos	3
Orientations générales.	4
A. Projet de plan-programme pour 2020 et exécution du programme en 2018***.	8
Annexe	
Exécution du programme en 2018****.	26

* Deuxième nouveau tirage pour raisons techniques (25 juin 2019).

** [A/74/50](#).

*** Comme demandé au paragraphe 11 de la résolution [72/266 A](#), la partie consacrée au plan-programme et à l'exécution des programmes est soumise à l'Assemblée générale par l'intermédiaire du Comité du programme et de la coordination.

**** Comme indiqué au paragraphe 29B.1, la structure du programme changera en 2020. On trouve en annexe des informations sur l'exécution du programme, tel qu'il était structuré en 2018.

† Comme demandé au paragraphe 11 de la résolution [72/266 A](#), la partie consacrée aux postes et aux objets de dépense autres que les postes est soumise à l'Assemblée générale par l'intermédiaire du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires.



B.	Postes et autres objets de dépense proposés pour 2020†	37
	Annexes	
I.	Organigramme et répartition des postes pour 2020	66
II.	Récapitulatif, par composante et sous-programme, des changements qu'il est proposé d'apporter aux postes permanents et aux postes temporaires	68



Avant-propos

En décembre 2018, juste avant que le Département de l'appui opérationnel commence officiellement ses activités, le Secrétaire général m'a demandé de mobiliser rapidement les moyens nécessaires au déploiement de l'équipe préparatoire chargée de surveiller le cessez-le-feu à Hodeïda. En quelques jours à peine, nous avons activé des filières complexes et déployé une équipe préparatoire, une antenne chirurgicale, une équipe d'évacuation sanitaire aérienne, 18 véhicules blindés, une ambulance blindée et un hélicoptère spécialisé dans les évacuations sanitaires, éléments qui étaient indispensables pour étayer les progrès décisifs qui avaient été faits vers une paix viable au Yémen. À cette occasion, j'ai acquis la conviction que le nouveau département s'imposerait comme un centre d'excellence et d'innovation opérationnelles.

Depuis le début de 2019, j'apprécie quotidiennement l'importance d'une tâche qui m'a été nouvellement confiée et qui consiste à administrer les bâtiments du Siège. Le complexe du Secrétariat symbolise les idéaux de l'Organisation des Nations Unies consacrés par la Charte des Nations Unies, et le Département s'acquitte de son devoir de vigilance en veillant à ce que les espaces soient accueillants et fonctionnels, soient un motif de fierté pour le personnel et piquent la curiosité du public.

Le Département mène son action en plusieurs points du monde et s'attache à trouver dans les meilleurs délais des solutions efficaces et adaptées qui aident l'Organisation à s'acquitter de son mandat, y compris dans les endroits les plus difficiles. Nous proposons pour la première fois un guichet unique auquel les pays fournissant des contingents ou du personnel de police peuvent s'adresser pour toutes les questions d'ordre administratif ou logistique. De même, nous avons réuni les capacités logistiques et les services d'achat de façon à gérer de façon intégrée les différents maillons de la chaîne d'approvisionnement. Le Département veille également à la santé et à la sécurité du personnel en assurant un meilleur soutien sanitaire et une meilleure prise en charge des blessés de façon à améliorer les chances de survie.

Notre devoir de vigilance englobe la gestion efficace et responsable de l'environnement et nous avons pour objectif de réduire l'empreinte du Secrétariat, de privilégier la recherche de l'efficacité maximum, de réduire les risques que nous faisons peser sur les populations, les sociétés et les écosystèmes et d'avoir un effet positif de façon générale.

Le Département a ceci de particulier qu'il noue des partenariats étroits à vocation pratique avec les États Membres et les organisations régionales. Le projet de partenariat triangulaire et le renforcement de la coopération avec l'Union africaine illustrent la manière dont nous pouvons améliorer la collaboration, en trouvant des solutions mutuellement bénéfiques et diverses aux problèmes auxquels fait face la communauté mondiale. Par l'intermédiaire du Bureau de l'informatique et des communications, nous fournissons également des moyens informatiques et des moyens de communication fiables et à la pointe du progrès qui aident le Secrétariat à améliorer l'exécution de son mandat.

Nous continuons de mettre l'accent sur les données, fondement de nos activités complexes ; en quête de gains d'efficacité, le Département recourra à l'analytique pour faciliter la prise de décisions et la communication de l'information, se servant pour ce faire de technologies novatrices comme de technologies éprouvées de façon à servir au mieux le personnel du Secrétariat et les bénéficiaires de l'action de l'Organisation.

En 2020, nous poursuivrons sur notre lancée et nous tirerons parti des structures établies par l'Assemblée générale pour proposer des solutions rapides, efficaces et créatives qui permettent à toutes les entités de surmonter les difficultés liées à leur mandat.

Le Secrétaire général adjoint à l'appui opérationnel
(Signé) Atul Khare

Orientations générales

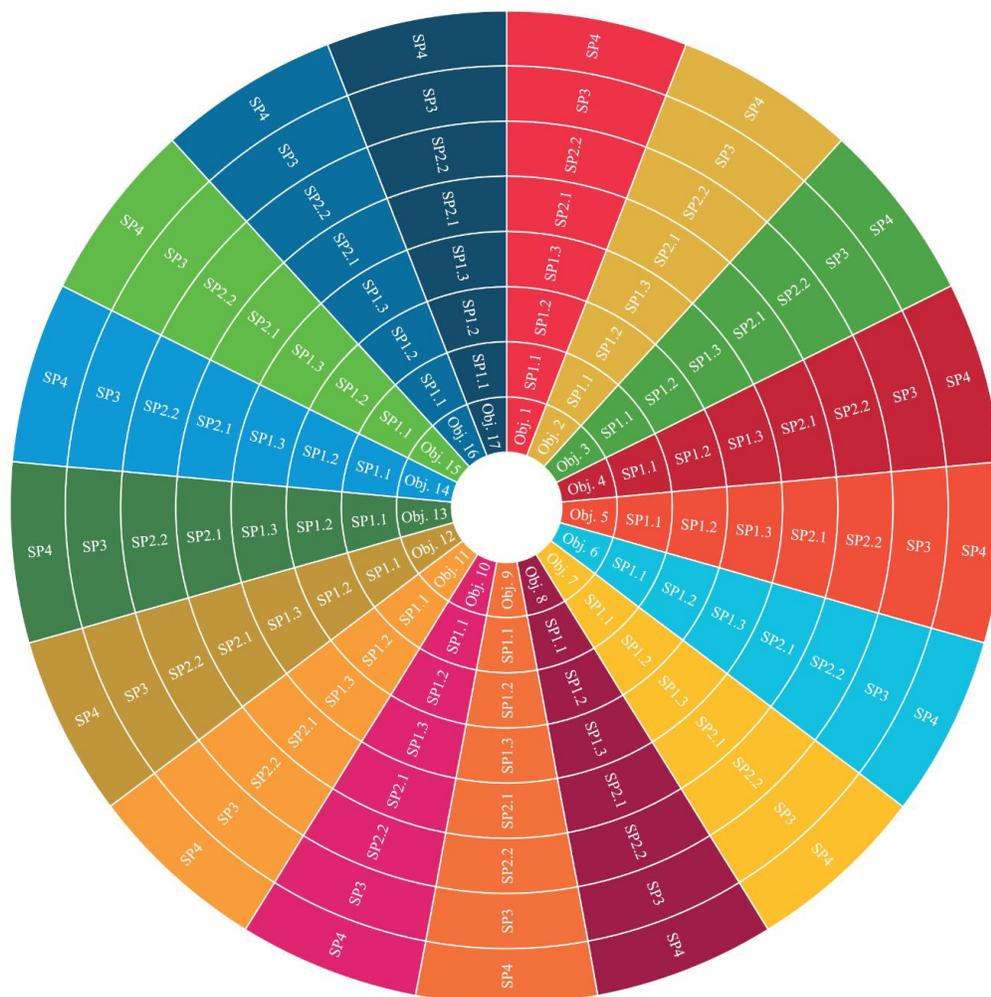
Mandat et considérations générales

- 29B.1 L'Assemblée générale a créé le Département de l'appui opérationnel par sa résolution [72/266 B](#). Elle en a fait la branche opérationnelle du Secrétariat et l'interlocuteur auquel les clients s'adressent pour les questions d'appui opérationnel et lui a donné pour tâche de concourir à la bonne exécution des mandats, en partenariat avec les entités du Secrétariat et d'autres clients.
- 29B.2 Le mandat du Département découle des priorités arrêtées dans les résolutions et décisions de l'Assemblée générale, notamment les résolutions [72/266 B](#) et [73/281](#). Le Département propose dans les meilleurs délais des solutions efficaces, responsables et adaptées qui aident ses partenaires à s'acquitter de leur mandat, y compris dans des environnements extrêmement difficiles.

Lien avec la Charte des Nations Unies et les objectifs de développement durable

- 29B.3 Le Département se réfère à son mandat pour définir les produits devant lui permettre d'atteindre l'objectif de chaque sous-programme. Ces objectifs vont dans le sens du but poursuivi par l'Organisation, à savoir, comme il est dit à l'Article 1 de la Charte des Nations Unies, être un centre où s'harmonisent les efforts des nations vers les fins communes définies dans ledit Article. Les buts fixés à l'Article 1 se retrouvent dans les objectifs énoncés dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030. La figure 29B.I illustre la façon dont les objectifs et, partant, les produits prévus s'articulent avec les objectifs de développement durable.

Figure 29B.I
Département de l'appui opérationnel : lien entre les sous-programmes et les objectifs de développement durable



Contexte actuel

29B.4 En 2018, la liquidation de la Mission des Nations Unies au Libéria et de la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti et le démarrage de la Mission des Nations Unies pour l'appui à la justice en Haïti et de trois missions politiques spéciales, au Myanmar, en Iraq et en Colombie, ont entraîné une évolution rapide des besoins d'appui. L'ONU a également renforcé son engagement logistique au Yémen, en tirant parti des capacités de montée en puissance dans le domaine aérien coordonnées par l'ancien Département de l'appui aux missions, désormais administrées par le Département de l'appui opérationnel.

Stratégie pour 2020 et facteurs externes

29B.5 En 2019, pour répondre aux besoins des clients dans l'ensemble du Secrétariat et pour moderniser les mécanismes d'appui approuvés dans la résolution [72/266 B](#), le Département a lancé un vaste programme de gestion du changement axé sur la constitution de nouvelles équipes et sur la mise en place de nouvelles structures, configurations informatiques et interfaces clients et de nouveaux processus et moyens d'appui.

- 29B.6 En 2020, le Département facilitera l'exécution du mandat de l'Organisation en fournissant un appui opérationnel à l'application des décisions des partenaires, en aidant les clients à renforcer leurs capacités opérationnelles et en leur fournissant des services consultatifs et, dans des cas exceptionnels, en exerçant au nom de tel ou tel client dans le Secrétariat les pouvoirs qui leur avaient été délégués.
- 29B.7 Pour exécuter son programme, le Département travaillera en partenariat avec les entités clientes afin de les aider à définir leurs besoins et d'élaborer ensemble des solutions dans les domaines suivants : gestion des maillons de la chaîne d'approvisionnement, appui au personnel en tenue, ressources humaines, renforcement des capacités, amélioration des processus opérationnels, services médicaux, services de traitement administratif et, par l'intermédiaire du Bureau de l'informatique et des communications, solutions dans les domaines de l'informatique et des communications.
- 29B.8 En outre, le Département apportera son concours à des entités du Secrétariat, par exemple à de petits bureaux, au Siège ou dans les missions, qui n'ont pas de service ou de groupe administratif qui leur est propre, qui sont dans l'incapacité de faire face à la demande résultant de l'accroissement temporaire des besoins ou de circonstances inhabituelles ou dont les délégations de pouvoirs ont été annulées par le Secrétaire général, sur recommandation du Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité.
- 29B.9 En interne, le Département continuera à améliorer son modèle d'appui et les modalités opérationnelles du Secrétariat, dans le cadre de projets pilotes novateurs menés avec des parties prenantes internes et externes. Il s'appuiera activement sur la technologie, les données et de nouvelles méthodes de travail pour fournir un appui plus rapide et de meilleure qualité et concrétiser ainsi sa volonté de devenir un centre d'excellence opérationnelle qui aide l'ONU à s'acquitter de sa mission.
- 29B.10 En ce qui concerne les facteurs externes, les hypothèses ci-après ont été retenues lors de l'établissement du plan d'ensemble pour 2020, décrit de manière plus approfondie dans le cadre des sous-programmes :
- a) les institutions nationales appuient les efforts visant à améliorer la situation sanitaire et les installations médicales là où les missions sont déployées ;
 - b) les pays fournissant des contingents ou du personnel de police coopèrent à l'établissement et à l'application dans les meilleurs délais des mémorandums d'accord sur la fourniture de contingents, d'unités de police constituées et de matériel appartenant aux contingents ;
 - c) les fournisseurs sont en mesure de donner suite en temps opportun aux demandes qui leur sont faites et de respecter les critères de qualité, y compris pour ce qui est de la livraison des biens et services ;
 - d) les fournisseurs participent à des séminaires organisés à leur intention et déposent des demandes d'enregistrement.
- 29B.11 Le Département prend en compte les questions de genre dans ses activités opérationnelles, ses produits et ses résultats, selon qu'il convient. Par exemple, au titre du sous-programme 1, la Division de l'administration des ressources humaines veillera à ce que les questions de genre soient prises en considération dans les directives qui seront élaborées, conformément au vœu du Secrétaire général et aux textes administratifs ; ainsi, elle mettra en avant la filière de sélection de femmes qualifiées en vue de leur recrutement à des postes de direction et prêtera une plus grande attention aux services de santé adaptés aux besoins des femmes ; elle aidera les entités à atteindre leurs objectifs stratégiques en matière de parité des sexes et à exécuter leurs plans en la matière et formulera des conseils à leur intention ; elle formulera des conseils stratégiques et tactiques sur les produits relatifs aux questions de genre, en particulier sur les activités d'exécution, de communication, de suivi et d'évaluation ; elle formulera des orientations pour sensibiliser les entités au fait qu'il importe d'atteindre sans tarder les objectifs en matière de parité ; elle procédera à des enquêtes et à des évaluations périodiques avec différentes entités sur l'incidence des orientations et des directives générales relatives aux ressources humaines, en particulier en ce qu'elles ont trait à la parité.

- 29B.12 Au titre du sous-programme 2, la Division de la logistique continuera à prendre en considération les questions de genre dans l'aménagement des locaux dans les missions et évaluera pour ce faire les incidences que la stratégie sur la parité des sexes a sur les installations de façon à formuler des directives et à proposer des ajouts ou des modifications aux directives existantes ; elle facilitera ainsi l'aménagement de locaux adaptés aux besoins des femmes dans les missions, en coordination avec l'Initiative Elsie pour la participation des femmes aux opérations de paix dans le cadre de laquelle le Gouvernement canadien finance un projet de logements.
- 29B.13 En ce qui concerne la coopération avec d'autres entités, le Département s'emploiera également à établir et à développer des relations avec ses partenaires internes et externes pour renforcer son rôle central. Il s'agit entre autres de maintenir les dispositifs qui le lient au Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité, tels que le Comité des clients des services de gestion, et qui permettent de tirer parti du rôle complémentaire que jouent les deux départements chargés des questions de gestion au Siège. Le Département favorisera les partenariats qui lient l'ONU aux États Membres et aux organisations régionales, y compris l'Union africaine, conformément à ses mandats.

Activités d'évaluation

- 29B.14 En 2020, il est prévu de procéder à une auto-évaluation de la performance des activités d'appui opérationnel, y compris celle des activités de recrutement.

A. **Projet de plan-programme pour 2020 et exécution du programme en 2018**

Programme de travail



Sous-programme 1 Activités d'appui

Composante 1 Appui en matière de ressources humaines

1. Objectif

- 29B.15 L'objectif auquel la composante contribue est de renforcer les capacités de toutes les entités du Secrétariat en matière de ressources humaines.

2. Lien avec les objectifs de développement durable

- 29B.16 De nature à faciliter l'exécution de diverses activités, l'objectif est lié à tous les objectifs de développement durable.

3. Coup de projecteur sur l'un des résultats escomptés pour 2020

Les bonnes personnes au bon endroit au bon moment

Se faisant l'écho des réformes que le Secrétaire général a lancées avec l'aval de l'Assemblée générale, le Département de l'appui opérationnel mettra l'accent, dans le cadre de cette composante, sur les besoins des clients à court et moyen terme en matière de ressources humaines, depuis l'élaboration de procédures jusqu'à la prestation de services. En particulier, il fournira un appui opérationnel et des conseils spécialisés aux responsables des ressources humaines et aux entités clientes de sorte qu'ils puissent exercer les pouvoirs qui leur ont été délégués ; il leur apportera ainsi son concours pour ce qui est du recours à des non-fonctionnaires. Il mettra également l'accent sur les recrutements, les tests et les examens et la gestion prévisionnelle des besoins en personnel.

L'année 2019 sera une année de transition au cours de laquelle le Département s'attachera à cerner les mandats et les besoins des clients. Avec la poursuite de la décentralisation des délégations de pouvoirs, qui est l'un des éléments de la réforme de la gestion, les équipes chargées de la composante exécuteront une série de projets qui iront dans le sens de l'objectif général consistant à renforcer les capacités des entités du Secrétariat en matière de ressources humaines. Les problèmes qui se posent tiennent aux délais de recrutement et aux moyens à réunir pour établir des stratégies de gestion prévisionnelle des besoins en personnel et pour régler les conflits sur le lieu de travail.

Une réponse adaptée à la situation

En réponse, pour 2020, le Département exécutera un certain nombre de projets, y compris les deux projets qui sont décrits ci-dessous.

Tout d'abord, le Département renouvellera et améliorera diverses procédures ; il mettra en place des solutions novatrices qui aideront les entités du Secrétariat à tenir les délais de recrutement, fixés à 120 jours par l'Assemblée générale. La technologie sera mise à contribution de façon à réduire la charge de travail des responsables des postes

à pourvoir, qu'il s'agisse de la présélection, des épreuves de sélection ou des entretiens. Des changements progressifs seront apportés à l'ensemble de la procédure ; ils auront pour effet d'améliorer le respect des délais, mais le résultat final ne sera véritablement visible qu'au terme du projet.

Dans le cadre du deuxième projet, le Département établira trois dossiers d'orientation à l'intention de ses clients, qui seront fondés sur les demandes émanant des entités clientes en 2019 et les enseignements tirés des affaires traitées par le système d'administration de la justice. L'un des dossiers regroupera des orientations sur l'élaboration de stratégies de gestion prévisionnelle des besoins en personnel et portera plus précisément sur l'apport d'une aide à la mise au point de stratégies et de plans de recrutement à l'intention des entités ayant de nombreux postes vacants. Des directives seront consacrées aux modalités d'application des principales politiques et procédures et d'autres aux mesures à prendre pour remédier aux points faibles décelés à la faveur des activités d'appui proposées aux cadres amenés à régler des conflits.

Des résultats concrets

Les produits escomptés devraient contribuer au résultat, à savoir veiller à ce que la bonne personne soit au bon endroit au bon moment de sorte que les entités clientes puissent s'acquitter de leur mandat avec plus d'efficacité.

Concrètement, si le résultat est atteint, le taux de satisfaction des entités clientes concernant l'appui opérationnel et les services liés aux ressources humaines s'améliorera et atteindra 75 %. Par ailleurs, un plus grand nombre d'entités clientes bénéficieront de directives et d'un appui cohérents et tombant à point nommé, qui leur permettront d'améliorer et de rationaliser les procédures de recrutement et les formalités d'entrée en fonctions et de cessation de service.

S'il se concrétise, ce résultat illustrera ce qui aura été fait en 2020 pour atteindre collectivement l'objectif fixé.

Mesure des résultats

2018	2019	2020
Les missions de maintien de la paix ont bénéficié des conseils et de l'appui de la Division du personnel des missions (Département de l'appui aux missions), notamment en ce qui concerne les listes de réserve, la gestion prévisionnelle des besoins en personnel et les visites multidisciplinaires	Les entités clientes du Secrétariat bénéficient d'un appui spécialisé et de services consultatifs adaptés à leurs besoins opérationnels en matière de ressources humaines	Les clients bénéficient de procédures de gestion des ressources humaines améliorées et simplifiées et disposent de dossiers d'orientation fondés sur les observations formulées par les entités clientes et sur les demandes de service

29B.17 Le mandat qui lui a été confié continuera de guider le Département dans la conduite de ses activités et de lui servir de cadre pour la livraison de ses produits.

4. Produits retenus pour 2020

29B.18 On trouvera dans le tableau 29B.1 les produits retenus pour 2020, classés par catégorie et sous-catégorie, qui devraient contribuer à la réalisation de l'objectif énoncé ci-dessus.

Tableau 29B.1

Composante 1 (sous-programme 1) : produits retenus pour 2020, par catégorie et sous-catégorie

Produits non quantifiés

E. Activités d'appui

Administration

Ressources humaines



Composante 2

Renforcement des capacités et formation opérationnelle

1. Objectif

29B.19 L'objectif auquel la composante contribue est de faire en sorte que toutes les entités du Secrétariat disposent des capacités opérationnelles dont elles ont besoin pour s'acquitter efficacement des mandats qui leur sont confiés.

2. Lien avec les objectifs de développement durable

29B.20 De nature à faciliter l'exécution de diverses activités, l'objectif est lié à tous les objectifs de développement durable.

3. Coup de projecteur sur l'un des résultats escomptés pour 2020

Élaboration et adoption de modalités de fonctionnement plus stratégiques et systématiques

En 2018, il est apparu qu'il était essentiel de renforcer l'aptitude des entités du Secrétariat à exercer de manière responsable les pouvoirs qui leur avaient été délégués de sorte que les réformes de la gestion menées par l'Organisation donnent de bons résultats.

Une réponse adaptée à la situation

Il n'existe pas actuellement de dispositif cohérent permettant de renforcer les capacités dans les différents domaines fonctionnels de l'appui opérationnel, d'évaluer systématiquement les lacunes et de proposer des programmes ciblés qui portent sur l'amélioration des modes de fonctionnement, la formation, les systèmes et les outils et la gestion des connaissances.

En réponse, en 2020, le Département aidera les entités du Secrétariat à se donner les moyens d'exercer de manière responsable les pouvoirs qui leur ont été délégués et à se doter de structures et de modalités qui leur permettront de mieux faire cadrer la gestion des ressources, le respect du principe de responsabilité et l'exécution des programmes avec les priorités.

Établie en 2019, la composante deviendra pleinement opérationnelle en 2020 et élargira l'appui qu'elle fournit aux programmes de gouvernance et de délégation de pouvoirs en mettant en place des activités de renforcement des capacités opérationnelles, qu'il s'agisse de programme de formation et de certification, d'indices de renforcement des capacités et d'outils d'évaluation, qui aideront la direction à déterminer les domaines dans lesquels il convient d'étoffer les capacités et à prendre des décisions éclairées quant aux éléments à renforcer et aux méthodes à employer. Le Département s'attachera également à étoffer les capacités pour aider les entités à améliorer les procédures opérationnelles et à renforcer les programmes d'encadrement et de perfectionnement à l'intention des cadres et des équipes et veillera à ce que les améliorations apportées aux procédures soient transposées dans les progiciels et à ce que des activités de formation soient organisées.

Des résultats concrets

Les produits escomptés devraient contribuer au résultat, à savoir le renforcement des capacités des entités et du personnel en ce qui concerne l'élaboration et l'adoption de modalités de fonctionnement plus stratégiques et systématiques ; l'acquisition de nouvelles compétences, de nouvelles connaissances et d'un nouveau savoir-faire ;

le renforcement de l'application du principe de responsabilité. Concrètement, si le résultat est atteint, des programmes de renforcement des capacités opérationnelles pleinement intégrés seront mis en place et aideront à combler les lacunes qui caractérisent les différents domaines fonctionnels – ressources humaines, finances, logistique, achats, services informatiques, services de santé, environnement, planification et commissions d'enquête – seront comblées méthodiquement et la décentralisation du pouvoir de décision issue de la réforme de la gestion donnera de bons résultats, car les capacités opérationnelles qui la sous-tendent seront solides. S'il se concrétise, ce résultat illustrera ce qui aura été fait en 2020 pour atteindre collectivement l'objectif fixé.

Mesure des résultats

2018	2019	2020
Des programmes de renforcement des capacités opérationnelles ont été exécutés, mais n'ont permis ni d'évaluer les lacunes de manière systématique d'un domaine à un autre ni donné lieu à des programmes dans lesquels l'amélioration des modalités de fonctionnement, la formation, les systèmes, les outils et la gestion des connaissances forment un tout	Des programmes intégrés de renforcement des capacités opérationnelles visant à combler les lacunes sont en place dans trois domaines fonctionnels. Des programmes de renforcement des capacités et d'appui sont lancés de façon à étayer l'exercice des pouvoirs qui ont été décentralisés	Des programmes intégrés de renforcement des capacités opérationnelles visant à combler les lacunes sont en place dans les neuf domaines fonctionnels. Des programmes de renforcement des capacités et d'appui sont en place de façon à étayer l'exercice des pouvoirs qui ont été décentralisés

29B.21 Le mandat qui lui a été confié continuera de guider le Département dans la conduite de ses activités et de lui servir de cadre pour la livraison de ses produits.

4. Produits retenus pour 2020

29B.22 On trouvera dans le tableau 29B.2 les produits retenus pour 2020, classés par catégorie et sous-catégorie, qui devraient contribuer à la réalisation de l'objectif énoncé ci-dessus.

Tableau 29B.2

Composante 2 (sous-programme 1) : produits retenus pour 2020, par catégorie et sous-catégorie

Produits non quantifiés

E. Activités d'appui

Administration

Services généraux de gestion

Ressources humaines

Services financiers et budgétaires



Composante 3

Gestion des soins et sécurité et santé au travail

1. Objectif

29B.23 La composante a pour objectif d'assurer au personnel du Secrétariat sécurité et santé au travail.

2. Lien avec les objectifs de développement durable

29B.24 De nature à faciliter l'exécution de diverses activités, l'objectif auquel la composante contribue est lié à tous les objectifs de développement durable.

3. Coup de projecteur sur l'un des résultats escomptés pour 2020

Mettre en place une chaîne complète de soins en traumatologie de façon à améliorer les chances de survie des soldats et soldates de la paix

Des soldats et soldates de la paix continuent de trouver la mort au service de l'ONU et de sa mission. Bon nombre de ces décès peuvent être évités, soit en empêchant que les blessures se produisent, soit en améliorant les interventions et les soins médicaux.

En 2018, la promulgation d'une nouvelle politique relative aux évacuations sanitaires primaires sur le terrain a mis en évidence l'importance qu'il y avait à intervenir rapidement pour porter secours aux blessés. La nouvelle politique prévoit des délais d'intervention de type 10-1-2, à savoir : les gestes élémentaires de survie sont pratiqués par l'entourage ; les premiers secours de l'avant sont administrés dans les 10 minutes ; la réanimation d'urgence est pratiquée dans un délai d'une heure ; la chirurgie de sauvetage, ou chirurgie écourtée, intervient dans les deux heures.

Ces délais sont difficiles à respecter et le Département a commencé à vérifier si les missions étaient capables de les tenir afin de procéder à des ajustements là où cela était nécessaire. Une chaîne complète de soins en traumatologie a été conçue, allant des premiers secours prodigués par l'entourage jusqu'aux soins chirurgicaux dispensés dans des unités médicales de niveau II.

Une réponse adaptée à la situation

Le problème tenait au fait qu'il fallait mettre en place un dispositif de soins complets, qui ferait très probablement intervenir des équipes originaires de divers États Membres et qui serait conforme aux normes de sécurité et de qualité les plus rigoureuses.

En réponse, des référentiels de compétences et des programmes de formation sont progressivement mis au point pour 2020. Au moment de l'établissement du présent document, la dernière main avait été mise au programme de formation aux gestes de premiers secours destiné à l'entourage. Les premiers secours de l'avant seront dispensés par des auxiliaires sanitaires. Il s'agit d'une capacité essentielle à la survie dont sont dépourvus certains contingents ou effectifs de police. Dans certains cas, le fait de poser une perfusion sur le lieu de relève, de désobstruer les voies respiratoires ou de prévenir les arrêts respiratoires fait la différence entre la survie et la mort. En 2020, la dernière main sera mise à un cours destiné aux auxiliaires sanitaires déployés dans les missions, qui fera suite à celui consacré aux gestes de premiers secours.

Par ailleurs, les filières d'approvisionnement en sang et en produits sanguins seront revues de sorte que ces éléments essentiels en cas de traumatisme soient positionnés au plus près de la première ligne et administrés par du personnel paramédical sur le lieu de relève ou par des équipes médicales aéroportées au cours du transfert vers un hôpital.

La réforme hospitalière fera également partie de la nouvelle chaîne intégrée et améliorée de soins en traumatologie, à mesure que les nouvelles normes de l'ONU en matière de sécurité et de qualité des soins de santé seront promulguées en 2020 pour les membres du personnel des Nations Unies et des pays fournisseurs de contingents qui interviennent dans les unités médicales de niveaux I-plus, II et III, et pour toutes les unités de niveau I exploitées par l'ONU.

Des résultats concrets

Les produits escomptés devraient contribuer au résultat, à savoir l'amélioration des chances de survie des blessés et des chances de récupération fonctionnelle.

Concrètement, si le résultat est atteint, on constatera une augmentation du pourcentage de blessés qui survivent jusqu'à leur arrivée à l'hôpital et qui ne meurent pas pendant leur hospitalisation. S'il se concrétise, ce résultat illustrera ce qui aura été fait en 2020 pour atteindre collectivement l'objectif fixé.

Mesure des résultats

2018	2019	2020
Certification de 11 nouveaux maîtres formateurs, qui peuvent ensuite former des formateurs dans le pays fournissant des contingents dont ils sont originaires	Certification de 10 maîtres formateurs ; déploiement des premiers contingents ayant été formés à la nouvelle norme relative aux premiers secours à prodiguer par l'entourage et, partant, amélioration des soins prodigués au point de relève ; élaboration et organisation d'un cours pilote à l'intention des auxiliaires sanitaires déployés dans les missions et de cours destinés aux maîtres formateurs, qui servent de référentiel de formation aux pays fournissant des contingents	Augmentation du taux de survie sur le lieu de relève, à la suite du lancement d'un cours à l'intention des auxiliaires sanitaires dépêchés dans les missions à très haut risque par les pays qui fournissent des contingents ; augmentation du pourcentage de blessés qui survivent jusqu'à leur arrivée à l'hôpital et qui ne meurent pas pendant leur hospitalisation

29B.25 Le mandat qui lui a été confié continuera de guider le Département dans la conduite de ses activités et de lui servir de cadre pour la livraison de ses produits.

4. Produits retenus pour 2020

29B.26 On trouvera dans le tableau 29B.3 les produits retenus pour 2020, classés par catégorie et sous-catégorie, qui devraient contribuer à la réalisation de l'objectif énoncé ci-dessus.

Tableau 29B.3

Composante 3 (sous-programme 1) : produits retenus pour 2020, par catégorie et sous-catégorie

Produits non quantifiés

E. Activités d'appui

Sécurité, santé et qualité de vie au travail



Sous-programme 2 Gestion de la chaîne d'approvisionnement

Composante 1 Gestion intégrée de la chaîne d'approvisionnement

1. Objectif

29B.27 L'objectif auquel la composante contribue est de permettre aux entités clientes du Secrétariat de disposer, au moment voulu et à l'endroit voulu, des biens et des services dont elles ont besoin, à un bon prix, de sorte qu'elles puissent s'acquitter de leur mandat de manière efficace et rationnelle.

2. Lien avec les objectifs de développement durable

29B.28 De nature à faciliter l'exécution de diverses activités, l'objectif est lié à tous les objectifs de développement durable.

3. Coup de projecteur sur l'un des résultats escomptés pour 2020

Vers une chaîne d'approvisionnement efficiente et efficace

En 2018, le Département de l'appui aux missions et le Département de la gestion^a ont aidé les missions et d'autres entités clientes à se procurer les biens et services dont elles avaient besoin et leur ont fourni des orientations stratégiques et opérationnelles. Le Département de l'appui aux missions s'est employé à mettre en place les éléments de gestion de la chaîne d'approvisionnement dans toutes les missions et le Département de la gestion a apporté son concours au Secrétariat en organisant des activités d'information à l'intention des fournisseurs et en facilitant l'accès de ceux-ci aux marchés de l'ONU ainsi qu'en aidant les entités du Secrétariat à se procurer les biens et services dont elles avaient besoin.

Une réponse adaptée à la situation

Différents départements étaient amenés à intervenir à divers stades des opérations logistiques et des activités d'achat sans que les responsabilités soient clairement circonscrites, ce qui entraînait des retards dans les achats et la livraison des biens et services. La gestion de la procédure d'acquisition était fondée sur le volume et la valeur estimés des besoins, mais le Secrétariat ne procédait pas à une évaluation des capacités et n'avait pas une vue d'ensemble de la demande : il était donc malaisé de veiller à ce que les biens et services voulus soient disponibles au moment voulu et à l'endroit voulu, à un bon prix.

En réponse, pour 2020, les services d'achats, les services de soutien logistique et les services d'appui ont été regroupés dans une même composante et les délégations de pouvoirs et modalités de fonctionnement ont été rationalisées, comme prévu dans la réforme de la gestion approuvée par l'Assemblée générale.

Un dispositif de planification globale aide à mieux cerner les besoins des clients, à organiser l'approvisionnement et la livraison de façon stratégique et à mettre l'accent sur la passation de marchés ou d'autres modes d'approvisionnement pour des catégories stratégiques qui offrent des solutions novatrices et permettent de faire des économies d'échelle et de tirer parti des partenariats établis avec d'autres entités. Des services de conseil stratégique et des orientations opérationnelles sont également proposés aux clients afin qu'ils puissent exercer les pouvoirs qui leur ont été délégués.

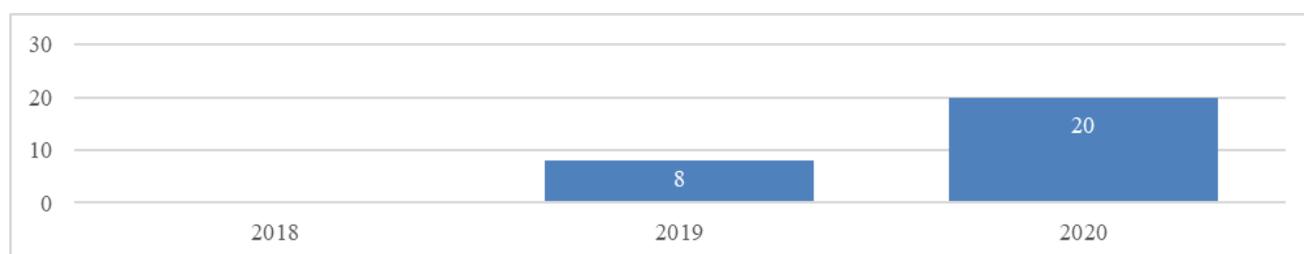
Des résultats concrets

Les produits escomptés devraient contribuer au résultat, à savoir l'amélioration de l'appui fourni aux clients, l'amélioration de la disponibilité et de la pertinence des options d'approvisionnement pour toutes les catégories de biens et de services et la réduction des délais de passation des marchés et des délais de livraison. Dans la pratique, le dispositif de gestion de la performance de la chaîne d'approvisionnement témoignera du résultat obtenu : l'appui aux clients sera amélioré puisque les formules d'approvisionnement seront optimisées en fonction des catégories.

S'il se concrétise, ce résultat illustrera ce qui aura été fait en 2020 pour atteindre collectivement l'objectif fixé.

^a En 2018, les fonctions couvertes par cette composante étaient réparties entre le sous-programme 6 (Services d'appui intégrés) du chapitre 5 (Opérations de maintien de la paix) et la composante 2 (Services d'achat) du sous-programme 4 (Services d'appui) du chapitre 29D (Bureau des services centraux d'appui).

Mesures des résultats : nombre de stratégies d'approvisionnement mises au point pour telle ou telle catégorie



29B.29 Le mandat qui lui a été confié continuera de guider le Département dans la conduite de ses activités et de lui servir de cadre pour la livraison de ses produits.

4. Produits retenus pour la période 2018-2020

29B.30 On trouvera dans le tableau 29B.4 les produits retenus pour la période 2018-2020, classés par catégorie et sous-catégorie, qui ont contribué et devraient continuer de contribuer à la réalisation de l'objectif énoncé ci-dessus.

Tableau 29B.4

Composante 1 (sous-programme 2) : produits retenus pour la période 2018-2020, par catégorie et sous-catégorie

	2018 Produits prévus	2018 Produits livrés	2019 Produits prévus	2020 Produits prévus
Produits non quantifiés				
A. Facilitation des travaux des organes intergouvernementaux et des organes d'experts				
Documentation destinée aux organes délibérants (nombre de documents)			1	
Services fonctionnels pour les réunions (nombre de réunions de trois heures)			5	
B. Création et transfert de connaissances				
Séminaires, ateliers et activités de formation (nombre de jours)			42	44

<i>2018</i> <i>Produits</i> <i>prévus</i>	<i>2018</i> <i>Produits</i> <i>livrés</i>	<i>2019</i> <i>Produits</i> <i>prévus</i>	<i>2020</i> <i>Produits</i> <i>prévus</i>
---	---	---	---

Produits non quantifiés

C. Activités de fond

Consultations, conseils et action en faveur de telle ou telle cause

Bases de données et supports numériques

D. Activités de communication

Programmes d'information, manifestations spéciales et supports d'information

Plateformes numériques et contenus multimédias

E. Activités d'appui

Logistique

Évaluation des besoins, achats et passation de marchés

Transports

5. Principaux écarts et variations concernant les produits

Variation entre les prévisions pour 2020 et pour 2019

- 29B.31 En ce qui concerne la documentation destinée aux organes délibérants et les services fonctionnels pour les réunions, la variation s'explique par un changement dans le cycle de présentation des rapports, l'Assemblée générale ayant demandé dans sa résolution [72/266](#) B que le rapport sur les activités d'achat soit présenté tous les deux ans et non plus tous les ans.



Composante 2 **Appui au personnel en tenue**

Objectif

- 29B.32 L'objectif auquel la composante contribue est de faciliter le fonctionnement efficace et rationnel du pilier Paix et sécurité de l'ONU.

Lien avec les objectifs de développement durable

- 29B.33 De nature à faciliter l'exécution de diverses activités, l'objectif est lié à tous les objectifs de développement durable.

3. Coup de projecteur sur l'un des résultats escomptés pour 2020

Réduction des délais de traitement des remboursements au moyen d'un guichet unique

En 2018, le Département de l'appui aux missions a analysé et traité, dans un délai de 12 mois, 3 148 demandes de remboursement émanant des pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police au titre du matériel appartenant aux contingents (matériel majeur et soutien logistique autonome) et demandes d'indemnités de décès ou d'invalidité pour le personnel en tenue ; achevé les négociations concernant 27 mémorandums d'accord qui régissent le déploiement de nouvelles unités dans des missions ; approuvé 288 avenants à des mémorandums d'accord existants. Toutefois, il n'a pas été en mesure de signer les mémorandums d'accord dans les 90 jours qui suivaient la date de déploiement. Cela s'explique par de nombreux facteurs, dont certains d'ordre interne, en particulier des difficultés de coordination entre le Département des opérations de maintien de la paix et le Département de l'appui aux missions, mais aussi entre les services de chaque département.

Une réponse adaptée à la situation

La difficulté tenait au fait que plusieurs services du Département des opérations de maintien de la paix, du Département de l'appui aux missions, du Département de la gestion et du Département des affaires politiques s'occupaient de la constitution des forces et que les appareils politiques et parlementaires de certains pays fournisseurs de contingents ou d'effectifs de police étaient parfois à l'origine des retards.

En réponse, pour 2020, dans le droit fil de la réforme de la gestion approuvée par l'Assemblée générale, le Département de l'appui opérationnel proposera un guichet unique aux pays qui fournissent des contingents ou des effectifs de police et aux soldats et soldates de la paix des Nations Unies. Il regroupera toutes les fonctions administratives, financières et logistiques liées à la constitution des forces, aux mémorandums d'accord, au matériel appartenant aux contingents et aux remboursements, et fournira un appui stratégique et opérationnel, dans le cadre d'un partenariat renforcé, aux pays fournissant des contingents ou des effectifs de police.

Des résultats concrets

Les produits escomptés devraient contribuer au résultat, à savoir une réduction des délais de remboursement aux pays fournissant des contingents ou des effectifs de police. Dans la pratique, les demandes de remboursement concernant quelque 90 000 militaires et policiers seront traitées dans les meilleurs délais et les mémorandums d'accord seront conclus dans les 90 jours qui suivent le déploiement. Le système de gestion de la performance permettra de suivre les résultats au regard des objectifs fixés et des chiffres de référence. S'il se concrétise, le résultat illustrera ce qui aura été fait en 2020 pour atteindre collectivement l'objectif fixé.

Mesure des résultats

2018	2019	2020
Les pays fournissant des contingents ou des effectifs de police n'ont pas accès à un guichet unique pour les questions administratives et logistiques relatives à la constitution des forces, qui font intervenir de multiples unités administratives	Les pays fournissant des contingents ou des effectifs de police ont accès à un guichet unique pour toutes les questions d'appui et questions logistiques ayant trait à leurs contributions	Les pays fournissant des contingents ou des effectifs de police ont accès à un guichet unique pour toutes les questions d'appui et questions logistiques ayant trait à leurs contributions ; les demandes de remboursement concernant quelque 90 000 militaires et policiers sont traitées dans les meilleurs délais et les mémorandums d'accord sont conclus dans les 90 jours qui suivent le déploiement

29B.34 Le mandat qui lui a été confié continuera de guider le Département dans la conduite de ses activités et de lui servir de cadre pour la livraison de ses produits.

4. Produits retenus pour la période 2018-2020

29B.35 On trouvera dans le tableau 29B.5 les produits retenus pour la période 2018-2020, classés par catégorie et sous-catégorie, qui ont contribué et devraient continuer de contribuer à la réalisation de l'objectif énoncé ci-dessus.

Tableau 29B.5

Composante 2 (sous-programme 2) : produits retenus pour la période 2018-2020, par catégorie et sous-catégorie

	2018 Produits prévus	2018 Produits livrés	2019 Produits prévus	2020 Produits prévus
Produits non quantifiés				
A. Facilitation des travaux des organes intergouvernementaux et des organes d'experts				
Documentation destinée aux organes délibérants (nombre de documents)				2
Services fonctionnels pour les réunions (nombre de réunions de trois heures)			1	3
B. Création et transfert de connaissances				
Séminaires, ateliers et activités de formation (nombre de jours)			10	10
Produits non quantifiés				
C. Activités de fond				
Consultations, conseils et action en faveur de telle ou telle cause				
Bases de données et supports numériques				

	<i>2018 Produits prévus</i>	<i>2018 Produits livrés</i>	<i>2019 Produits prévus</i>	<i>2020 Produits prévus</i>
E. Activités d'appui				
Administration				
Services financiers et budgétaires				
Logistique				
Évaluation des besoins, achats et passation de marchés				

5. Principaux écarts et variations concernant les produits

Variation entre les prévisions pour 2020 et pour 2019

- 29B.36 En ce qui concerne la documentation destinée aux organes délibérants et les services fonctionnels pour les réunions, la variation tient au cycle de présentation des rapports ; le rapport du Groupe de travail de 2020 sur le matériel appartenant aux contingents et le rapport correspondant du Secrétaire général seront présentés conformément au cycle triennal approuvé par l'Assemblée générale dans ses résolutions, l'enquête sur le calcul des taux standard de remboursement des dépenses de personnel ayant lieu quant à elle tous les quatre ans.



Sous-programme 3 Activités spéciales

1. Objectif

29B.37 L'objectif auquel le sous-programme contribue est d'aider les clients à faire face à des situations particulières.

2. Lien avec les objectifs de développement durable

29B.38 De nature à faciliter l'exécution de diverses activités, l'objectif est lié à tous les objectifs de développement durable.

3. Coup de projecteur sur l'un des résultats escomptés pour 2020

Des clients capables de faire face de manière efficace et rationnelle à des situations particulières

Le sous-programme vise à aider les clients à faire face à des situations particulières – démarrage, transition ou fermeture d'une entité et circonstances extraordinaires – et à améliorer de façon globale et intégrée la planification et les interventions. Les équipes chargées de l'exécution du sous-programme superviseront également les activités du Bureau d'appui des Nations Unies en Somalie, en coordination avec les principaux intervenants au Siège et à la Commission de l'Union africaine. Les situations particulières évoluent de manière rapide, imprévisible et soudaine au gré des circonstances, exigent que diverses entités du Département de l'appui opérationnel mais aussi d'autres pans de l'Organisation coordonnent leur action et entraînent des risques majeurs pour l'Organisation.

Une réponse adaptée à la situation

Les difficultés sont les suivantes : il faut adapter les solutions à chaque situation et non transposer des solutions toutes faites, les délais sont très serrés, il faut être prêt sur le plan opérationnel à répondre à des besoins inattendus et soudains, il faut pouvoir faire face à une charge de travail élevée, mais fluctuante, il faut veiller à la cohérence entre les entités qui fournissent un appui, il faut combler le manque de données lorsqu'il n'y a pas de solutions préexistantes ou de directives et que l'on ne peut pas s'en remettre à des données d'expérience et il faut circonscrire clairement les fonctions et les responsabilités.

En réponse, en 2020, les équipes chargées de l'exécution du sous-programme coordonneront les mesures prises par le Département de l'appui opérationnel pour mettre en place des plateformes d'appui opérationnel qui sont essentielles pour les nouvelles missions ou d'autres entités, notamment en ce qu'elles ont trait à l'appréciation initiale de la situation, à la première prise de contact avec les partenaires et aux préparatifs initiaux menés avec eux, et à la préparation détaillée et à l'élaboration du concept ou du plan d'appui opérationnel. Elles établiront également des accords avec des partenaires clés, tels que des organisations régionales, différentes entités des Nations Unies et des gouvernements, y compris des partenariats triangulaires ; elles offriront et recevront un soutien opérationnel, des outils et des analyses pour évaluer et prévoir les facteurs qui déterminent les coûts ; elles assureront la coordination avec le Département des opérations de paix et le Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix en ce qui concerne les opérations sur le terrain. Elles mettent également au point un mécanisme de montée en puissance qui permettra de déployer rapidement et à titre provisoire des experts du Département de l'appui opérationnel ou d'autres entités pour répondre à tel ou tel besoin. Les équipes se désengageront lorsque l'entité cliente sera en mesure de fonctionner et de s'administrer par elle-même. Elles suivront un scénario analogue pour faciliter la transition ou le fonctionnement d'une entité existante.

Des résultats concrets

Les produits escomptés devraient contribuer au résultat, à savoir permettre d'améliorer les plans de soutien logistique des missions ; fournir en temps voulu un appui et des conseils aux missions en transition ; communiquer des informations de qualité au Conseil de sécurité en ce qui concerne les ressources à mobiliser pour des opérations nouvelles, élargies ou en transition ; déployer plus rapidement des équipes préparatoires dans les opérations nouvellement créées de façon à tenir les délais fixés pour la mise en place des capacités opérationnelles initiales et des moyens opérationnels complets.

Dans la pratique, toutes les entités externes se trouvant dans la phase de démarrage ont un concept de soutien logistiques en place dans les trois mois qui suivent la décision portant création (mandat, directive de planification ou autres orientations) ; toutes les entités externes auxquelles le Département de l'appui opérationnel apporte son concours reçoivent des conseils et une aide dans les trois mois qui suivent la décision concernant le retrait progressif, la liquidation, la fermeture ou le transfert de responsabilités.

S'il se concrétise, le résultat illustrera ce qui aura été fait en 2020 pour atteindre collectivement l'objectif fixé.

Mesure des résultats

2018	2019	2020
Les entités n'utilisent pas de fichiers du personnel à déploiement rapide	Les entités se dotent de fichiers du personnel à déploiement rapide	Les entités utilisent des fichiers du personnel à déploiement rapide et 80 % des postes à pourvoir rapidement dans un scénario de montée en puissance sont pourvus en un mois

- 29B.39 Le mandat qui lui a été confié au titre du sous-programme continuera de guider le Département dans la conduite de ses activités et de lui servir de cadre pour la livraison de ses produits.

4. Produits retenus pour 2020

- 29B.40 On trouvera dans le tableau 29B.6 les produits retenus pour 2020, classés par catégorie et sous-catégorie, qui devraient contribuer à la réalisation de l'objectif énoncé ci-dessus.

Tableau 29B.6

Sous-programme 3 : produits retenus pour 2020, par catégorie et sous-catégorie

Produits non quantifiés

E. Activités d'appui

Administration

Services financiers et budgétaires

Ressources humaines



Sous-programme 4 Administration (New York)

1. Objectif

- 29B.41 L'objectif auquel le sous-programme contribue est de faciliter le bon fonctionnement des entités bénéficiant des services du Département.

2. Lien avec les objectifs de développement durable

- 29B.42 De nature à faciliter l'exécution de diverses activités, l'objectif est lié à tous les objectifs de développement durable.

3. Coup de projecteur sur l'un des résultats escomptés pour 2020

Gestion souple de l'espace de travail : un Secrétariat transformé

Lancé en 2016, le projet de gestion souple de l'espace de travail a transformé le bâtiment du Secrétariat en un lieu de travail moderne. Le Secrétariat a ainsi repensé les lieux de travail et les modes de gestion qui y sont associés. Couplé à d'autres initiatives, ce projet confère une plus grande mobilité aux membres du personnel et leur donne la possibilité de travailler en divers endroits. Divers éléments des nouveaux espaces de travail mettent l'accent sur l'interaction sociale et sont propices à la collaboration interfonctionnelle.

Une fonctionnaire, qui a travaillé pendant trois ans au Bureau de la gestion des ressources humaines dans les nouveaux espaces paysagers du bâtiment du Secrétariat et qui a récemment rejoint la Division du soutien logistique du Département de l'appui aux missions dans le bâtiment FF a ainsi exprimé son sentiment : « Comment ça ! Pas de doubles écrans ? Ni de plantes ? Ni d'endroit où accrocher mon manteau ? Pas de fauteuil ergonomique ? Ni de tableaux abstraits joliment colorés pour égayer les murs ? Pas de lumière naturelle ? ... Mon coin de bureau paysager me manque »^a.

De 2016 à 2018, 14 étages du bâtiment du Secrétariat ont été réaménagés en espaces paysagers et autres espaces de travail, ce qui a permis au Secrétariat d'accueillir plus de fonctionnaires dans ses locaux et de résilier les baux de trois bâtiments. En 2020, la plupart des étages du Secrétariat auront été rénovés.

Une réponse adaptée à la situation

La gestion souple de l'espace de travail suppose de tenir de nombreuses consultations avec les clients de sorte que les départements et bureaux et les membres de leur personnel disposent d'un environnement moderne qui réponde à leurs attentes. Pour le personnel et la direction, la question qui se pose depuis le début du projet est de savoir si les nouveaux espaces conviendront à leurs besoins. En réponse, les préparatifs et la conception reçoivent toute l'attention voulue de façon à adapter chaque étage aux besoins qui sont propres à telle ou telle unité administrative. Toutefois, pour que le personnel puisse travailler de la façon la plus productive possible dans les espaces nouvellement aménagés, la direction doit veiller à ce que chacun et chacune adoptent un comportement responsable et s'abstiennent, par exemple, de déconcentrer leurs collègues travaillant dans les « espaces calmes ». Les équipes chargées de l'exécution du projet s'attacheront à améliorer les documents d'orientation et de formation pour faciliter le travail de la direction. En 2020, le projet fera l'objet d'une évaluation prenant la forme d'enquêtes auprès des usagers et de groupes de discussion, entre autres, et des aménagements seront apportés aux espaces mais aussi aux orientations mises à la disposition de la direction.

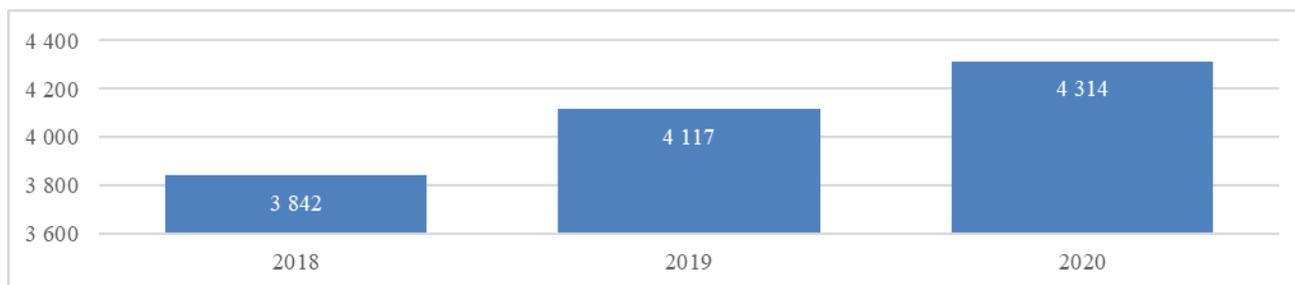
Des résultats concrets

Les produits escomptés devraient contribuer au résultat, à savoir un environnement de travail moderne adapté aux besoins des départements et de leur personnel. Concrètement, si le résultat est atteint, quelque 3 600 fonctionnaires travailleront dans les nouveaux espaces de travail et aussi bien le personnel que la direction seront satisfaits de leur nouveau cadre de travail.

S'il se concrétise, le résultat illustrera ce qui aura été fait en 2020 pour atteindre collectivement l'objectif fixé.

^a New York, 5 avril 2018.

Mesure des résultats : augmentation de la capacité d'accueil des nouveaux espaces de travail (nombre de personnes)



29B.43 Le mandat qui lui a été confié au titre du sous-programme continuera de guider le Département dans la conduite de ses activités et de lui servir de cadre pour la livraison de ses produits.

4. Produits retenus pour 2020

29B.44 On trouvera dans le tableau 29B.7 les produits retenus pour 2020, classés par catégorie et sous-catégorie, qui devraient contribuer à la réalisation de l'objectif énoncé ci-dessus.

Tableau 29B.7

Sous-programme 4 : produits retenus pour 2020, par catégorie et sous-catégorie

Produits non quantifiés

D. Activités de communication

Relations extérieures et relations avec les médias

Services de bibliothèque

E. Activités d'appui

Logistique

Gestion des biens

Gestion des installations

Transports

Entreposage

Annexe Exécution du programme en 2018¹

Chapitre 5 Opérations de maintien de la paix

Sous-programme 5 Appui administratif aux missions

1. Objectif

- A.1 L'objectif auquel le sous-programme contribue est de donner aux opérations de maintien de la paix et aux autres missions des Nations Unies les moyens dont elles ont besoin pour exécuter avec efficacité et efficience les mandats qui leur ont été confiés par le Conseil de sécurité et l'Assemblée générale.

2. Coup de projecteur sur l'un des résultats obtenus en 2018

Des fonctions, des systèmes et des contrôles relatifs aux ressources humaines pleinement opérationnels dans les missions



Missions et autres entités auxquelles le Département de l'appui aux missions a apporté son aide et photo d'une campagne consacrée aux carrières codirigée par la Division du personnel des missions du Département de l'appui aux missions au Siège, à New York. Sources : carte : Département de l'appui aux missions ; photographie : ONU/Rick Bajornas.

(Voir abréviations page suivante)

¹ Comme indiqué au paragraphe 29B.1, la structure du programme changera en 2020. On trouve en annexe des informations sur l'exécution du programme, tel qu'il était structuré en 2018.

Abréviations : FINUL = Force intérimaire des Nations Unies au Liban ; FISNUA = Force intérimaire de sécurité des Nations Unies pour Abyei ; FNUOD = Force des Nations Unies chargée d'observer le désengagement ; GSC = Centre de services mondial ; KJSO = Bureau d'appui commun de Koweït ; MINUAD = Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour ; MINUJUSTH = Mission des Nations Unies pour l'appui à la justice en Haïti ; MINUK = Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo ; MINURSO = Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental ; MINUSCA = Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine ; MINUSMA = Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali ; MINUSS = Mission des Nations Unies au Soudan du Sud ; MONUSCO = Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo ; ONUST = Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve ; RSCE = Centre de services régional à Entebbe (Ouganda) ; UNFICYP = Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre ; UNMOGIP = Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies dans l'Inde et le Pakistan.

Le sous-programme a pour objet d'aider les missions à disposer du concours dont elles ont besoin pour se doter de stratégies de gestion des ressources humaines qui facilitent l'exécution du mandat, quelle que soit la phase dans laquelle elles se trouvent, plus particulièrement les phases de démarrage, de transition, de réduction des effectifs et de liquidation.

En 2018, les équipes chargées de l'exécution du sous-programme ont coopéré étroitement avec le personnel du Siège et des missions pour concevoir et appliquer des stratégies en matière de ressources humaines, notamment dans les phrases clefs que sont le démarrage, le retrait des effectifs et la liquidation.

À titre d'exemple, au cours du démarrage de la Mission des Nations Unies pour l'appui à la justice en Haïti (MINUJUSTH), une stratégie de recrutement a été mise au point pour que les membres du personnel de la nouvelle mission soient recrutés et prennent leurs fonctions dans les deux mois. Pour ce faire, le Département des opérations de maintien de la paix a prêté main forte à la Division du personnel des missions du Département de l'appui aux missions et une attention ciblée a été prêtée aux activités de communication en direction des candidats et à l'intégration des recrues, que celles-ci aient ou non la qualité de fonctionnaire. Au total, ce sont 70 % des effectifs qui ont été déployés en un temps record ; il a fallu pour ce faire recourir aux listes de réserve et mettre en place une stratégie de recrutement globale (en moyenne, il a fallu moins de trois semaines pour procéder au recrutement des candidats inscrits sur les listes de réserve).

En ce qui concerne la phase de transition, un appui et des conseils techniques ont été fournis dans le domaine des ressources humaines à la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA), à la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine (MINUSCA) et à l'Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour (MINUAD). Il s'est agi par exemple d'établir un plan de transition, de procéder à un examen comparatif des qualifications du personnel dont les postes allaient être supprimés, de concevoir des stratégies de communication, de proposer des services d'accompagnement au personnel, y compris pour ce qui était des réaffectations, et d'aider la direction des missions à répondre aux dossiers dont le système d'administration de la justice était saisi. Les missions ont ainsi pu mettre en place une transition transparente et régulière et atténuer le risque de recevoir des plaintes de la part de membres du personnel et les risques de procès.

Pendant les liquidations, les équipes chargées de l'exécution du sous-programme ont aidé les missions à assurer une transition sans heurt et à transférer leurs responsabilités aux autorités nationales ou aux équipes de pays des Nations Unies, selon le cas. Ainsi, pendant la liquidation de la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti (MINUSTAH) et de la Mission des Nations Unies au Libéria (MINUL), elles se sont employées à mettre en place une stratégie de réduction progressive des effectifs. En outre, dans le cadre des préparatifs de retrait et de fermeture de la MINUAD dans les délais fixés par le Conseil de sécurité, des activités ont été menées auprès des autorités du pays hôte, de l'équipe de pays des Nations Unies et de différents partenaires pour déterminer les domaines, les activités, les capacités et les ressources prioritaires et aider les autorités à forger une paix durable et partagée.

En outre, pour que les membres du personnel reçoivent les prestations auxquelles ils avaient droit à la fin de leur engagement, les équipes chargées de l'exécution du sous-programme ont coopéré étroitement avec le Centre de services régional d'Entebbe (Ouganda) afin de faciliter les formalités administratives et l'envoi des notifications. En octobre 2018, 2 130 fonctionnaires de la MINUSTAH et de la MINUL avaient ainsi bénéficié d'une aide. Le Département de l'appui aux missions a également aidé plus de 1 500 personnes à présenter leur dossier de retraite à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies de sorte qu'elles perçoivent dans les meilleurs

délais les prestations auxquelles elles avaient droit. Ainsi, à la MINUL, la Caisse des pensions a bénéficié du concours du Département et organisé des ateliers à l'intention des membres du personnel pour les aider à remplir leur dossier de retraite dans le cadre des formalités de départ. Le Département a également prêté main forte au personnel chargé du nettoyage et de l'archivage des dossiers individuels des fonctionnaires et offert, aux côtés de la Mission, des services d'accompagnement au personnel recruté sur le plan national ou sur le plan international. Le fait d'avoir agi en association avec les différentes parties prenantes aussi tôt que cela avait été possible a permis de procéder plus efficacement et plus rapidement aux formalités de cessation de service et de demande de pension : il s'agit là de l'un des principaux enseignements qui ont été tirés de la clôture des missions. Bon nombre des enseignements et des pratiques optimales ont été consignés dans la nouvelle version du manuel de liquidation.

Des résultats concrets

Les produits ont contribué au résultat, à savoir permettre aux missions de disposer de fonctions, de systèmes et de contrôles relatifs aux ressources humaines qui soient pleinement opérationnels. Dans la pratique, le personnel de la MINUJUSTH est entré en fonctions dans les deux mois qui ont suivi le démarrage de la Mission et 70 % du personnel de la MINUL ont touché les sommes qui leur étaient dues dans les quatre mois qui ont suivi la cessation de service, ce qui représente un net progrès par rapport aux résultats enregistrés à l'occasion de la fermeture d'autres missions. Ce résultat illustre ce qui a été fait en 2018 pour atteindre collectivement l'objectif fixé.

-
- A.2 L'un des résultats escomptés pour 2018, à savoir le déploiement et la mise en place rapides des opérations de maintien de la paix créées par le Conseil de sécurité (voir le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2018-2019), a été atteint, ainsi que l'attestent les paragraphes qui précèdent.

3. Produits retenus pour la période 2018-2020

- A.3 On trouvera dans le tableau A.1 les produits retenus pour la période 2018-2020, par catégorie et sous-catégorie, qui ont contribué et devraient continuer de contribuer à la réalisation de l'objectif énoncé ci-dessus.

Tableau A.1

Sous-programme 5 : produits retenus pour 2018-2020, par catégorie et sous-catégorie

Produits non quantifiés

E. Activités d'appui

Administration

Ressources humaine

Sous-programme 6 Services d'appui intégrés

1. Objectif

- A.4 L'objectif auquel le sous-programme contribue est d'améliorer l'exécution des mandats des missions grâce à des services logistiques et à des services d'appui rapides, efficaces et rationnels.

2. Coup de projecteur sur l'un des résultats obtenus en 2018

Vers une gestion intégrée de la chaîne d'approvisionnement

Les missions des Nations Unies opèrent pour la plupart dans des endroits reculés caractérisés par des conditions météorologiques extrêmes, un terrain difficile, des infrastructures routières médiocres et l'éloignement par rapport aux aéroports et aux ports capables d'accueillir des avions-cargos ou de grosses cargaisons. Il leur faut disposer dans les meilleurs délais des moyens logistiques et autres dont elles ont besoin pour s'acquitter au mieux de leur mandat. Les équipes chargées de l'exécution du sous-programme ont fourni des orientations et des solutions logistiques aux missions en ce qui concerne les opérations aériennes, les installations et les infrastructures, le carburant, les rations, les transports, les fournitures générales et le soutien sanitaire. Par le passé, l'appui aux missions consistait à répondre aux besoins propres à telle ou telle mission, sans que l'on ait une vue d'ensemble des besoins, et il n'était donc pas possible d'établir un plan d'achat global ni d'organiser l'approvisionnement et la livraison de façon stratégique.



Itinéraire de ravitaillement entre Sibut et Grimari en République centrafricaine. Source : MINUSCA

De 2015 à 2018, les équipes chargées de l'exécution du sous-programme ont accordé la priorité à la gestion de la chaîne d'approvisionnement dans toutes les missions afin de garantir la livraison en temps voulu des biens et services et ont mis l'accent à cette occasion sur l'efficacité et le rapport coût-efficacité.

Des résultats concrets

Concrètement, il a été procédé à un test de validation qui a donné de bons résultats et qui a consisté à assurer l'acheminement de matériaux préfabriqués entre l'Italie et le Mali.

Dans la pratique, les délais ont été réduits de 66 % et les coûts de 28 % par rapport aux estimations de la mission et au devis des fournisseurs. L'examen et l'analyse continus auxquels les procédures ont été soumises dans le cadre de l'initiative de gestion de la chaîne d'approvisionnement ont également permis de réduire les délais moyens d'approvisionnement, qui ont été ramenés de 98 jours en 2015 à 76 jours en 2017.

Ce résultat illustre ce qui a été fait en 2018 pour atteindre collectivement l'objectif fixé.

- A.5 L'un des résultats escomptés pour 2018, à savoir une amélioration de l'efficacité et de l'efficience des opérations de maintien de la paix et des missions politiques spéciales appuyées par le Département de l'appui aux missions (voir le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2018-2019), a été atteint, ainsi que l'attestent les améliorations apportées à la chaîne d'approvisionnement dans toutes les missions, notamment la possibilité de recourir aux contrats-cadres tout au long de l'année.

3. Produits retenus pour la période 2018-2020

- A.6 On trouvera dans le tableau A.2 les produits retenus pour la période 2018-2020, par catégorie et sous-catégorie, qui ont contribué et devraient continuer de contribuer à la réalisation de l'objectif énoncé ci-dessus.

Tableau A.2

Sous-programme 6 : produits retenus pour 2018-2020, par catégorie et sous-catégorie

	<i>2018 Produits prévus</i>	<i>2018 Produits livrés</i>	<i>2019 Produits prévus</i>	<i>2020 Produits prévus</i>
Produits quantifiés				
A. Facilitation des travaux des organes intergouvernementaux et des organes d'experts				
Facilitation des travaux des organes intergouvernementaux et des organes d'experts	1	1		
Services fonctionnels pour les réunions (nombre de réunions de trois heures)	2	2		
B. Création et transfert de connaissances				
Séminaires, ateliers et activités de formation (nombre de jours)	10	19		
Produits non quantifiés				
C. Activités de fond				
Consultations, conseils et action en faveur de telle ou telle cause				
Bases de données et supports numériques				
E. Activités d'appui				
Administration				
Services financiers et budgétaires				
Logistique				
Évaluation des besoins, achats et passation de marchés				

4. Principaux écarts et variations concernant les produits

Écart observé en 2018 entre prévisions et réalisations

- A.7 En ce qui concerne les séminaires, ateliers et stages de formation, l'écart s'explique par le fait qu'il a fallu expliquer les changements découlant des conclusions formulées par le Groupe de travail de 2017 sur le matériel appartenant aux contingents dans son rapport et ceux découlant de la deuxième enquête quadriennale sur le coût des contingents et du personnel de police, dans la perspective de l'établissement du rapport du Secrétaire général sur la question ([A/72/728](#)).

Chapitre 29 Services de gestion et d'appui

Sous-chapitre 29C Bureau de la gestion des ressources humaines

Sous-programme 3 Gestion des ressources humaines

Composante 4 Services médicaux

1. Objectif

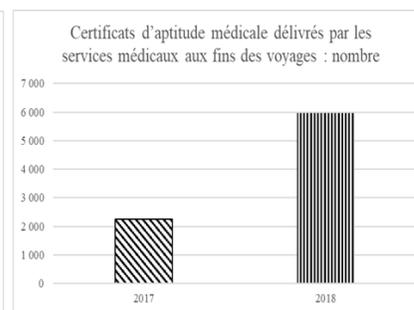
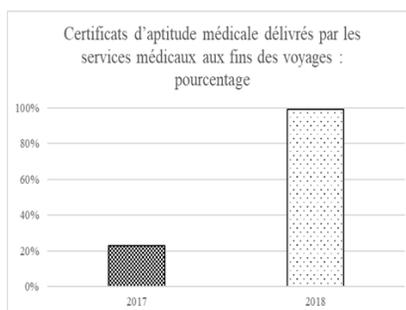
- A.8 L'objectif auquel la composante contribue est de réduire les risques sanitaires pour l'Organisation des Nations Unies et ses fonctionnaires.

2. Coup de projecteur sur l'un des résultats obtenus en 2018

Se prémunir contre les risques sanitaires pour voyager en toute sécurité

En 2018, une nouvelle procédure encadrant la délivrance des certificats d'aptitude médicale aux fins des voyages a été mise en place. Auparavant, il appartenait aux fonctionnaires amenés à voyager de prendre l'avis des services médicaux et rares étaient celles ou ceux qui le faisaient. De nombreux voyageurs s'exposaient ainsi à des risques sanitaires, bien souvent à leur insu. Dans

le cadre de la nouvelle procédure, le système d'achat des billets est relié au système de gestion des dossiers médicaux de sorte que les services médicaux contactent automatiquement toute personne dont les vaccins ne sont pas à jour de même que les fonctionnaires se rendant dans des pays dans lesquels des précautions particulières doivent être prises. Cela a entraîné une augmentation spectaculaire du nombre de certificats d'aptitude médicale aux fins des voyages, qui est passé de 2 290 en 2017 à 6 020 en 2018.



Des résultats concrets

Concrètement, l'initiative a permis de réduire les risques sanitaires, plus précisément le risque pour les fonctionnaires de tomber malades faute d'avoir pris certaines précautions, et aidé à améliorer la satisfaction que les clients éprouvent à l'égard des services médicaux. Dans la pratique, les cas de paludisme et d'autres maladies ont reculé, le nombre de jours de congé maladie et le nombre de demandes de remboursement ont diminué et 98 % des fonctionnaires ayant participé à une enquête de satisfaction se sont dits satisfaits des services dont ils avaient bénéficié ; l'un deux, un spécialiste des droits de la personne, a même écrit ceci : « Chapeau ! Vous multipliez les précautions pour que nous puissions faire ce qui est attendu de nous sur le terrain ».

Ce résultat illustre ce qui a été fait en 2018 pour atteindre collectivement l'objectif fixé.

- A.9 L'un des résultats escomptés pour 2018, à savoir l'élaboration de politiques, de procédures et de programmes favorisant le développement d'une culture institutionnelle (voir le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2018-2019), a été atteint, ainsi que l'atteste la diminution du

nombre moyen de jours de congé de maladie pris par les fonctionnaires, nombre qui a été ramené de 7,4 à 7,15. Cette réduction de 0,25 équivaut à 9 647 jours de congé de maladie de moins pour l'ensemble des 38 827 fonctionnaires.

3. Produits retenus pour la période 2018-2020

- A.10 On trouvera dans le tableau A.3 les produits retenus pour la période 2018-2020, par catégorie et sous-catégorie, qui ont contribué et devraient continuer de contribuer à la réalisation de l'objectif énoncé ci-dessus.

Tableau A.3

Composante 4 (sous-programme 3) : produits retenus pour 2018-2020, par catégorie et sous-catégorie

Produits non quantifiés

E. Activités d'appui

Sécurité, santé et qualité de vie au travail

Chapitre 29 Services de gestion et d'appui

Sous-chapitre 29D Bureau des services centraux d'appui

Sous-programme 4 Services d'appui

Composante 1 Installations et services commerciaux

1. Objectif

- A.11 L'objectif auquel la composante contribue est d'assurer le fonctionnement rationnel et efficace du Secrétariat en ce qui concerne les bureaux, la gestion des avoirs, les transports et voyages, la gestion des archives et dossiers, le courrier et la valise diplomatique, et les activités commerciales.

2. Coup de projecteur sur l'un des résultats obtenus en 2018

La salle de l'Assemblée générale adaptée aux besoins des personnes handicapées

Avec le plan-cadre d'équipement, les bâtiments du Siège ont été mis aux normes locales d'accessibilité, mais les réactions des utilisateurs ont montré qu'il fallait aller plus loin. En 2018, dans le cadre de la poursuite des travaux d'amélioration, des aménagements ont été apportés à la salle de l'Assemblée générale pour faciliter l'accès des personnes handicapées. Il s'agissait notamment de faciliter l'accès des personnes en fauteuil roulant à la tribune, au pupitre, aux tables des représentants et aux sièges des conseillers ainsi qu'à l'entrée menant à la salle GA 200.

Des résultats concrets

Concrètement, les activités menées ont aidé à réduire les obstacles à la participation et facilité l'inclusion des personnes handicapées. Dans la pratique, les représentants des États Membres et les personnes handicapées qui ont assisté à des séances et à des conférences dans la salle de l'Assemblée générale ont fait part de leur satisfaction.

Ce résultat illustre ce qui a été fait en 2018 pour atteindre collectivement l'objectif fixé.



Rampe d'accès à la salle GA-200.

Source : Département de l'appui opérationnel/Service de la gestion des installations et des activités commerciales

- A.12 L'un des résultats escomptés pour 2018, à savoir la gestion, l'entretien et l'exploitation efficaces et rationnels des installations du Siège et des installations hors Siège (voir le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2018-2019), a été atteint, ainsi que l'attestent les aménagements qui ont été faits dans la salle de l'Assemblée générale afin d'améliorer l'accessibilité.

3. Produits retenus pour la période 2018-2020

- A.13 On trouvera dans le tableau A.4 les produits retenus pour la période 2018-2020, par catégorie et sous-catégorie, qui ont contribué et devraient continuer de contribuer à la réalisation de l'objectif énoncé ci-dessus.

Tableau A.4

Composante 1 (sous-programme 4) : produits retenus pour 2018-2020, par catégorie et sous-catégorie

Produits non quantifiés

D. Activités de communication

Relations extérieures et relations avec les médias

Services de bibliothèque

E. Activités d'appui

Logistique

Gestion des biens

Gestion des installations

Transports

Entreposage

Composante 2 Services d'achat

1. Objectif

- A.14 L'objectif auquel la composante contribue est de veiller à l'exécution efficace, économique et transparente des achats dans le respect des délais et des plus strictes normes de qualité.

2. Coup de projecteur sur l'un des résultats obtenus en 2018

Concurrence internationale accrue et amélioration de l'accès des fournisseurs aux marchés de l'ONU

En 2018, les équipes chargées de cette composante ont continué de fournir un appui stratégique en matière d'achats aux clients du Secrétariat de l'ONU pour qu'ils puissent s'acquitter efficacement de leur mandat.

Une campagne d'information, comprenant 28 séminaires et ateliers thématiques consacrés à des secteurs stratégiques, tels que les moyens aériens, les services médicaux et l'informatique et les communications, a été menée en collaboration avec des experts techniques, afin de diversifier la base de fournisseurs.

Des résultats concrets

Concrètement, les activités menées ont permis d'intensifier la concurrence internationale et d'améliorer l'accès des fournisseurs originaires de pays en développement ou en transition aux marchés de l'ONU. Dans la pratique, ce sont 2 542 fournisseurs de pays en développement ou en transition qui ont participé aux procédures d'appel d'offres de l'ONU pour la seule année 2018, un nombre supérieur à celui qui avait été fixé pour l'exercice 2018-2019 et qui s'établissait à 2 500.

Ce résultat illustre ce qui a été fait en 2018 pour atteindre collectivement l'objectif fixé.



Mieux faire connaître les marchés de l'ONU aux fournisseurs de pays en développement : séminaire organisé par la Division des achats au Soudan. Source : Division des achats

- A.15 L'un des résultats escomptés pour 2018, à savoir l'amélioration de l'accès et de la participation des fournisseurs des pays en développement et des pays en transition aux procédures d'appel d'offres de l'ONU (voir le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2018-2019), a été atteint, ainsi que l'attestent les paragraphes qui précèdent.

3. Produits retenus pour la période 2018-2020

- A.16 On trouvera dans le tableau A.5 les produits retenus pour la période 2018-2020, par catégorie et sous-catégorie, qui ont contribué et devraient continuer de contribuer à la réalisation de l'objectif énoncé ci-dessus.

Tableau A.5
Composante 2 (sous-programme 4) : produits retenus pour 2018-2020, par catégorie et sous-catégorie

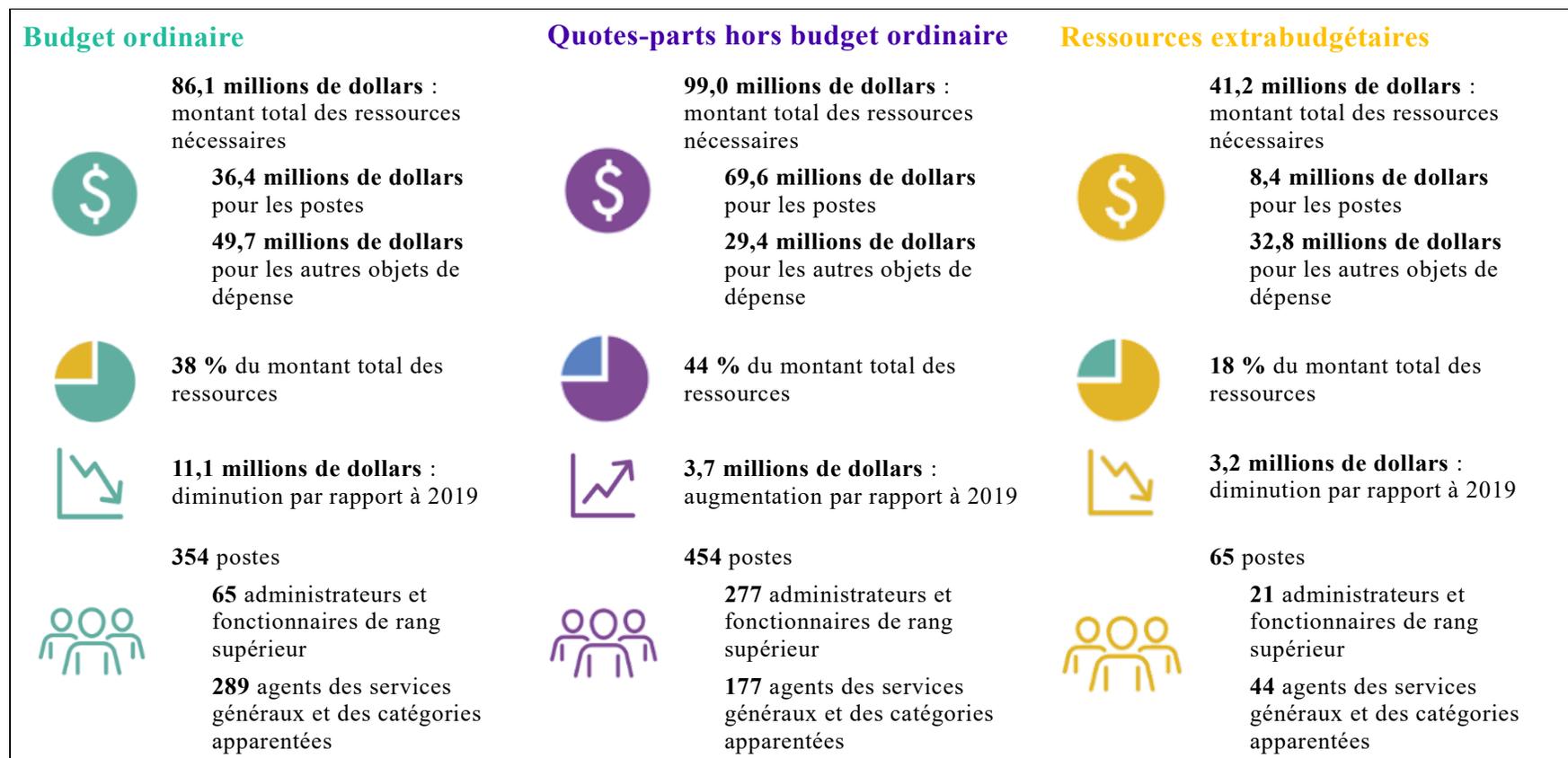
	<i>2018 Produits prévus</i>	<i>2018 Produits livrés</i>	<i>2019 Produits prévus</i>	<i>2020 Produits prévus</i>
Produits quantifiés				
A. Facilitation des travaux des organes intergouvernementaux et des organes d'experts				
Documentation destinée aux organes délibérants (nombre de documents)	0	0	–	–
Services fonctionnels pour les réunions (nombre de réunions de trois heures)	0	0	–	–
B. Création et transfert de connaissances				
Séminaires, ateliers et activités de formation (nombre de jours)	40	40	–	–
Produits non quantifiés				
C. Activités de fond				
Consultations, conseils et action en faveur de telle ou telle cause				
Bases de données et supports numériques				
D. Activités de communication				
Programmes d'information, manifestations spéciales et supports d'information				
Plateformes numériques et contenus multimédias				
E. Activités d'appui				
Logistique				
Évaluation des besoins, achats et passation de marchés				

B. Postes et autres objets de dépense proposés pour 2020

Vue d'ensemble

29B.45 On trouvera dans la figure 29B.II et le tableau 29B.8 des informations sur les ressources financières et les postes nécessaires pour 2020, répartis entre le budget ordinaire et les quotes-parts hors budget ordinaire et les ressources extrabudgétaires qu'il est prévu de recevoir.

Figure 29B.II
2020 en chiffres



Note : Avant actualisation des coûts.

Tableau 29B.8

Ressources financières et postes, par composante, sous-programme et source de financement : vue d'ensemble

(En milliers de dollars des États-Unis/nombre de postes)

	<i>Budget ordinaire</i>			<i>Quotes-parts hors budget ordinaire</i>			<i>Ressources extrabudgétaires</i>			<i>Total</i>		
	<i>2019 (crédits ouverts)</i>	<i>2020 (prévisions avant actualisation des coûts)</i>	<i>Variation</i>	<i>2019 (estimations)</i>	<i>2020 (prévisions)</i>	<i>Variation</i>	<i>2019 (estimations)</i>	<i>2020 (prévisions)</i>	<i>Variation</i>	<i>2019 (estimations)</i>	<i>2020 (prévisions)</i>	<i>Variation</i>
Ressources financières												
Direction exécutive et administration	4 712,9	1 815,8	(2 897,1)	6 136,9	6 292,6	155,7	–	–	–	10 849,8	8 108,4	(2 741,4)
Programme de travail												
1. Activités d'appui												
Composante 1 : Appui en matière de ressources humaines	2 349,7	2 641,6	291,9	12 523,5	12 818,5	295,0	323,5	323,5	–	15 196,7	15 783,6	586,9
Composante 2 : Renforcement des capacités et formation opérationnelle	762,7	5 560,5	4 797,8	4 735,0	4 850,9	116,0	38,5	–	(38,5)	5 536,2	10 411,4	4 875,2
Composante 3 : Gestion des soins et sécurité et santé au travail	3 181,8	3 259,4	77,6	2 890,2	2 953,9	63,8	3 543,0	2 319,1	(1 223,9)	9 615,0	8 532,4	(1 082,6)
Total partiel (sous-programme 1)	6 294,2	11 461,5	5 167,3	20 148,6	20 623,3	474,7	3 905,0	2 642,6	(1 262,4)	30 157,2	34 727,4	4 379,5
2. Gestion de la chaîne d'approvisionnement												
Composante 1: Gestion de la chaîne d'approvisionnement	4 247,9	4 376,2	128,3	29 305,6	30 344,7	1 039,2	–	–	–	33 553,5	34 720,9	1 167,5
Composante 2 : Appui au personnel en tenue	295,5	303,6	8,1	6 566,2	7 313,5	747,4	–	–	–	6 861,7	7 617,1	755,5
Total partiel (sous-programme 2)	4 543,4	4 679,8	136,4	35 871,8	37 658,2	1 786,4	–	–	–	40 415,1	42 338,0	1 922,9
3. Activités spéciales	744,2	1 070,3	326,1	7 925,6	8 359,0	433,4	7 360,5	7 756,0	395,5	16 030,3	17 185,3	1 155,0
4. Administration (New York)	79 184,8	64 295,8	(14 889,1)	22 119,0	22 668,5	549,5	30 691,6	29 678,6	(1 013,0)	131 995,4	116 642,9	(13 326,5)
Total partiel (programme de travail)	90 766,6	81 507,4	(9 259,2)	86 065,1	89 309,0	3 243,9	41 957,1	40 077,2	(1 879,9)	218 788,8	210 893,	(7 895,2)
Appui au programme	1 683,3	2 754,4	1 071,1	3 133,2	3 409,3	276,2	1 111,8	1 111,8	–	5 928,3	7 275,5	1 347,3
Total	97 162,8	86 077,7	(11 085,1)	95 335,2	99 010,9	3 675,7	43 068,9	41 189,0	(1 879,9)	235 566,9	226 277,6	(9 239 ,3)

	Budget ordinaire			Quotes-parts hors budget ordinaire			Ressources extrabudgétaires			Total		
	2019 (crédits ouverts)	2020 (prévisions avant actualisation des coûts)	Variation	2019 (estimations)	2020 (prévisions)	Variation	2019 (estimations)	2020 (prévisions)	Variation	2019 (estimations)	2020 (prévisions)	Variation
Postes												
Direction exécutive et administration	8	8	–	36	36	–	–	–	–	44	44	–
Programme de travail												
1. Activités d'appui												
Composante 1 : Appui en matière de ressources humaines	17	19	2	85	85	–	–	–	–	102	104	2
Composante 2 : Renforcement des capacités et formation opérationnelle	4	4	–	34	34	–	–	–	–	38	38	–
Composante 3 : Gestion des soins et sécurité et santé au travail	16	16	–	18	18	–	12	12	–	46	46	–
Total partiel (sous-programme 1)	37	39	2	137	137	–	12	12	–	186	188	2
2. Gestion de la chaîne d'approvisionnement												
Composante 1 : Gestion de la chaîne d'approvisionnement	36	36	–	170	170	–	–	–	–	206	206	–
Composante 2 : Appui au personnel en tenue	3	3	–	40	40	–	–	–	–	43	43	–
Total partiel (sous-programme 2)	39	39	–	210	210	–	–	–	–	249	249	–
3. Activités spéciales	4	4	–	48	48	–	6	15	9	58	67	9
4. Administration (New York)	237	238	1	8	8	–	32	32	–	277	278	1
Total partiel (programme de travail)	317	320	3	403	403	–	50	59	9	770	782	12
Appui au programme	13	26	13	15	15	–	6	6	–	34	47	13
Total	338	354	16	454	454	–	56	65	9	848	873	25

Budget ordinaire : vue d'ensemble

29B.46 On trouvera dans les tableaux 29B.9 et 29B.10 des informations sur le montant des ressources financières et les postes qu'il est proposé d'inscrire au budget ordinaire pour 2020 et, selon le cas, sur les changements dont il est tenu compte. La diminution des montants demandés s'explique partiellement par la révision et la rationalisation des marchés et des services. Des renseignements plus détaillés sont donnés dans les sections consacrées aux différentes composantes. Le montant demandé permet de financer l'exécution des mandats dans leur intégralité, d'une manière efficace et rationnelle.

Tableau 29B.9

Évolution des ressources financières, par composante et grande catégorie de dépenses

(En milliers de dollars des États-Unis)

	Changements					Total	Pourcentage	2020	
	2019 (crédits ouverts)	Ajustements techniques	Nouveaux mandats et mandats élargis	Autres changements				(prévisions avant actualisation des coûts)	Actualisation des coûts
Composante									
Direction exécutive et administration	4 712,9	–	–	(2 897,1)	(2 897,1)	(61,5)	1 815,8	67,1	1 882,9
Programme de travail	90 766,6	(6 506,8)	32,0	(2 784,4)	(9 259,2)	(10,2)	81 507,5	2 402,4	83 909,9
Appui au programme	1 683,3	–	–	1 071,1	1 071,1	63,6	2 754,4	67,5	2 821,9
Total	96 162,8	(6 506,8)	32,0	(4 610,3)	(11 085,1)	(11,4)	86 077,7	2 537,0	88 614,7
Grandes catégories de dépenses									
Postes	34 874,0	112,0	–	1 361,1	1 473,1	4,2	36 347,2	1 544,1	37 891,3
Autres objets de dépense	62 288,8	(6 618,8)	32,0	(5 971,6)	(12 558,4)	(20,2)	49 730,5	992,9	50 723,4
Total	97 162,8	(6 506,8)	32,0	(4 610,3)	(11 085,1)	(11,4)	86 077,7	2 537,0	88 614,7

Tableau 29B.10

Évolution des postes permanents, par catégorie

	Changements				2020 (effectif proposé)	Variation
	2019 (effectif approuvé)	Ajustements techniques	Nouveaux mandats et mandats élargis	Autres changements		
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur						
SGA	1	–	–	–	1	–
SSG	2	–	–	–	2	–
D-2	5	–	–	–	5	–
D-1	6	–	–	–	6	–
P-5	11	–	–	–	11	–
P-4	16	–	–	–	16	–
P-3	12	–	–	–	12	–
P-2/1	12	–	–	–	12	–
Total partiel	65	–	–	–	65	–

	Changements				2020 (effectif proposé)	Variation
	2019 (effectif approuvé)	Ajustements techniques	Nouveaux mandats et mandats élargis	Autres changements		
Agents des services généraux						
1 ^{re} classe	9	–	–	1	10	1
Autres classes	169	–	–	15	184	15
Total partiel	178	–	–	16	194	16
Autres catégories de personnel						
Agents des corps de métier	95	–	–	–	95	–
Total partiel	95	–	–	–	95	–
Total	338	–	–	16	354	16

Note : L'annexe II récapitule les changements, par composante, sous-programme et catégorie de personnel.

Abréviations : SGA = secrétaire général(e) adjoint(e) ; SSG = sous-secrétaire général(e).

Direction exécutive et administration

- 29B.47 Le Bureau du Secrétaire général adjoint comprend l'équipe de direction, l'Équipe d'appui stratégique, la Section de la performance et de l'analytique, la Section de l'application des recommandations d'audit et des commissions d'enquête et la Section de l'environnement.
- 29B.48 Le Secrétaire général adjoint à l'appui opérationnel assure la direction, la supervision et la gestion d'ensemble des activités du Département, telles qu'elles découlent des tâches qui lui ont été confiées et de son programme de travail approuvé. Il préside le Comité des clients des services de gestion, conjointement avec la Secrétaire générale adjointe chargée du Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité, et est secondé par la Sous-Secrétaire générale aux opérations d'appui et le Sous-Secrétaire général chargé de la gestion de la chaîne d'approvisionnement.
- 29B.49 Le Secrétaire général adjoint à l'appui opérationnel exerce des fonctions de direction et fournit à cet égard des orientations et des conseils aux clients relevant du Secrétariat pour les aider à exercer les pouvoirs qui leur ont été confiés et à s'acquitter de leurs mandats avec efficacité, ainsi que pour améliorer les processus opérationnels en matière de gestion des ressources humaines et des soins de santé, et de sécurité au travail.
- 29B.50 Le Sous-Secrétaire général chargé de la gestion de la chaîne d'approvisionnement est responsable de toutes les activités du Bureau de la gestion de la chaîne d'approvisionnement ainsi que de l'administration et de la gestion de ce dernier. Il assure l'encadrement et la direction pour tout ce qui touche à la mise en œuvre et à la coordination des entités, qui, ensemble, forment la chaîne d'approvisionnement intégrée de l'Organisation et fournissent un appui au personnel en tenue.
- 29B.51 Comme prévu dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030, en particulier à la cible 12.6 des objectifs de développement durable, dans laquelle les organismes sont encouragés à intégrer des informations sur le développement durable dans leurs rapports périodiques, et conformément au mandat général approuvé par l'Assemblée générale au paragraphe 19 de sa résolution 72/219, le Bureau incorpore des méthodes de gestion de l'environnement dans ses activités. En 2020, sous réserve de l'approbation de l'Assemblée générale, le Département achèvera la mise en œuvre du projet de gestion souple de l'espace de travail dans les 27 étages concernés du bâtiment du Secrétariat, au Siège. La gestion souple de l'espace de travail a permis d'optimiser considérablement l'utilisation des locaux à usage de bureau et, partant, de réduire sensiblement la consommation d'énergie et l'empreinte écologique liées au fonctionnement des locaux du Siège. Afin de poursuivre sur cette voie, le Département continuera d'installer des systèmes d'éclairage à LED dans l'ensemble du complexe, pour réduire davantage la consommation d'énergie.

29B.52 On trouvera dans le tableau 29B.11 des informations sur le respect des délais de soumission de la documentation et d'achat des billets d'avion.

Tableau 29B.11
Respect des délais
 (En pourcentage)

	2018 (taux prévu)	2018 (taux effectif)	2019 (taux prévu)	2020 (taux prévu)
Soumission de la documentation dans les délais			100	100
Achat des billets d'avion au moins deux semaines avant le départ			100	100

29B.53 Le montant qu'il est proposé d'inscrire au budget ordinaire pour 2020 s'élève à 1 815 800 dollars et fait apparaître une diminution nette de 2 897 100 dollars par rapport au montant du crédit ouvert pour 2019, qui s'explique par le transfert de montants à d'autres composantes du Département. On trouvera des renseignements supplémentaires dans les figures 29B.III à 29B.V et dans le tableau 29B.12.

Figure 29B.III
Direction exécutive et administration : évolution des ressources par rapport au montant du budget ordinaire
 (En millions de dollars des États-Unis)

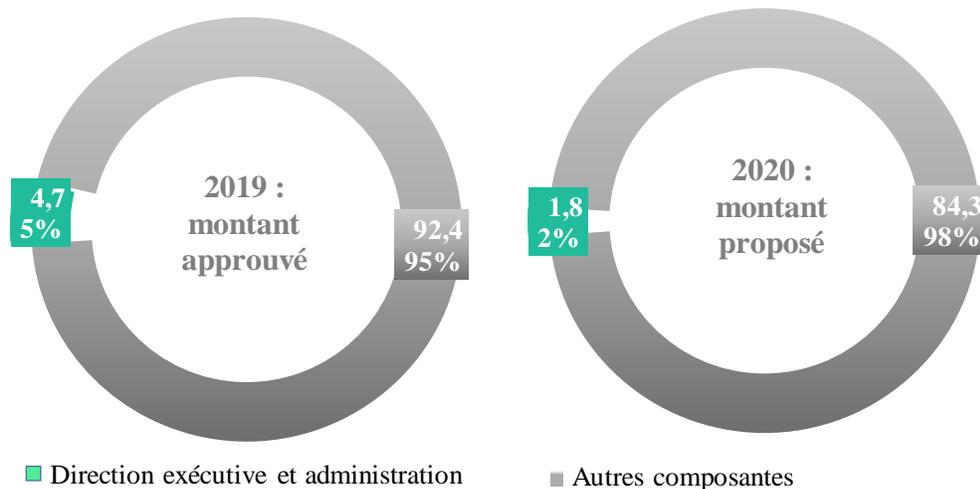


Tableau 29B.12

Direction exécutive et administration : évolution des ressources financières et des postes

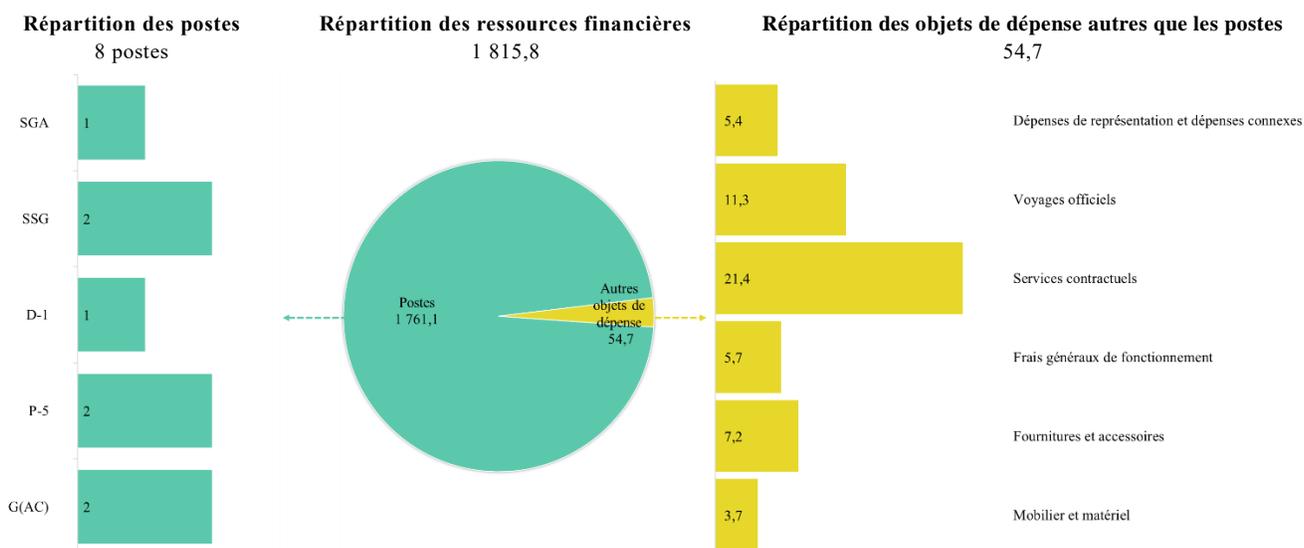
(En milliers de dollars des États-Unis/nombre de postes)

	2019 (crédits ouverts)	Changements				Total	Pourcentage	2020 (prévisions avant actualisation des coûts)
		Ajustements techniques	Nouveaux mandats et mandats élargis	Autres changements				
Ressources financières, par grande catégorie de dépenses								
Postes	1 761,1	–	–	–	–	–	1 761,1	
Autres objets de dépense	2 951,8	–	–	(2 897,1)	(2 897,1)	(98,1)	54,7	
Total	4 712,9	–	–	(2 897,1)	(2 897,1)	(61,5)	1 815,8	
Postes, par catégorie								
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur	6	–	–	–	–	–	6	
Agents des services généraux et des catégories apparentées	2	–	–	–	–	–	2	
Total	8	–	–	–	–	–	8	

Figure 29B.IV

**Direction exécutive et administration : répartition des ressources proposées pour 2020
(avant actualisation des coûts)**

(En nombre de postes/milliers de dollars des États-Unis)

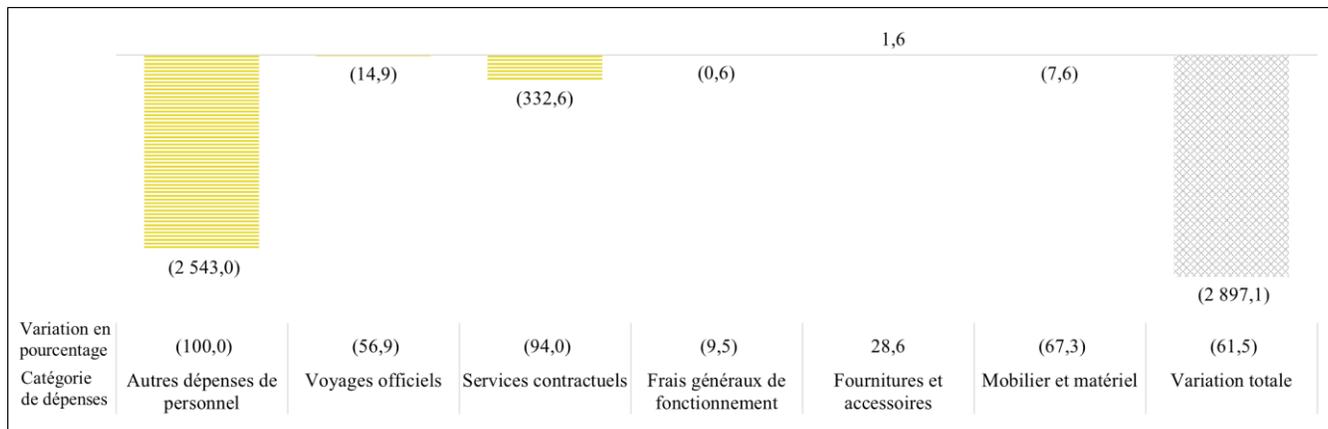


Abréviations : G(AC) = agent(e) des services généraux (Autres classes) ; SGA = secrétaire général(e) adjoint(e) ; SSG = sous-secrétaire général(e)

Figure 29B.V

Direction exécutive et administration : variations concernant les ressources proposées pour 2020 et les crédits ouverts pour 2019, par catégorie de dépenses

(En milliers de dollars des États-Unis)



29B.54 La variation de 2 897 100 dollars s'explique comme suit :

Autres changements. La diminution de 2 897 100 dollars des dépenses prévues au titre des objets de dépense autres que les postes tient à l'incidence nette :

- a) de la diminution de 2 829 200 dollars au titre du personnel temporaire (autre que pour les réunions) et des moyens de formation, imputable : i) au transfert de 20 postes de professeur(e) de langues, des moyens supplémentaires nécessaires en période de pointe et des ressources liées à la formation linguistique aux composantes 1 (41 900 dollars), 2 (2 267 700 dollars) et 3 (125 000 dollars) (sous-programme 1) ; ii) au transfert de deux emplois de temporaire (autre que pour les réunions) et des moyens de formation au sous-programme 3 (306 700 dollars) et au transfert, au sous-programme 4 (87 900 dollars), de ressources destinées à financer l'appui fourni à l'Assemblée générale lors des périodes de pointe (309 900 dollars). Les ressources susmentionnées ont été temporairement affectées à la rubrique Direction exécutive et administration dans le cadre de la réforme de la gestion. À partir de l'expérience acquise grâce aux activités que le Département a menées en 2019, il a été proposé de transférer les ressources aux sous-programmes concernés, afin de mieux intégrer les fonctions et les activités de coordination;
- b) de la diminution de 67 900 dollars, correspondant au transfert de ressources à d'autres composantes du Département, de sorte que les moyens relatifs aux services informatiques centraux, aux communications et aux fournitures de bureau, ainsi que les ressources qui serviront au remplacement du matériel de bureau, soient allouées en fonction des besoins effectifs de telle ou telle unité administrative.

29B.55 Comme indiqué dans le tableau 29B.8, la composante est également financée au moyen de quotes-parts hors budget ordinaire d'un montant de 6 292 600 dollars à imputer sur le compte d'appui aux opérations de maintien de la paix, qui couvriront les dépenses afférentes à 36 postes et aux moyens opérationnels, de manière à fournir des orientations stratégiques, des analyses et des conseils de gestion afin de contribuer à l'amélioration continue des procédures opérationnelles du Département et du Secrétariat dans son ensemble, de participer aux discussions sur l'application des recommandations d'audit, le travail des commissions d'enquête, les questions environnementales et la sécurité aérienne afin de faire en sorte que le Département soit en mesure de répondre aux besoins et priorités en matière d'appui opérationnel.

Programme de travail

29B.56 Le montant qu'il est proposé d'inscrire au budget ordinaire pour 2020 s'élève à 81 507 500 dollars et fait apparaître une diminution de 9 259 200 dollars. On trouvera des renseignements supplémentaires dans les figures 29B.VI et 29B.VII et dans le tableau 29B.13.

Figure 29B.VI

Programme de travail : évolution des ressources par rapport au montant du budget ordinaire

(En millions de dollars des États-Unis)

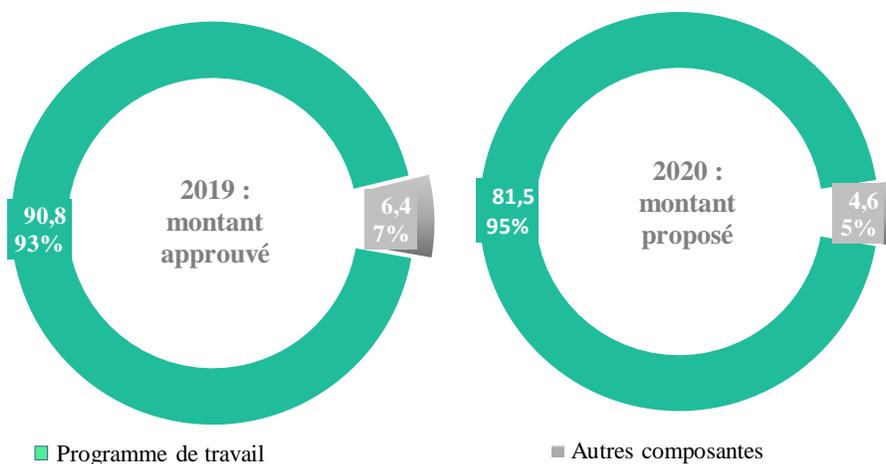


Tableau 29B.13

Programme de travail : évolution des ressources financières et des postes

(En milliers de dollars des États-Unis/nombre de postes)

	Changements					Total	Pourcentage	2020 (prévisions avant actualisation des coûts)
	2019 (crédits ouverts)	Ajustements techniques	Nouveaux mandats et mandats élargis	Autres changements				
Ressources financières, par sous-programme								
1. Activités d'appui								
Composante 1 : Appui en matière de ressources humaines	2 349,7	–	–	291,9	291,9	12,4	2 641,6	
Composante 2 : Renforcement des capacités et formation opérationnelle	762,7	–	–	4 797,8	4 797,8	629,1	5 560,5	
Composante 3 : Gestion des soins et sécurité et santé au travail	3 181,8	–	–	77,6	77,6	2,4	3 259,4	
2. Gestion de la chaîne d'approvisionnement								
Composante 1: Gestion de la chaîne d'approvisionnement	4 247,9	112,0	–	16,2	128,2	3,0	4 376,2	
Composante 2 : Appui au personnel en tenue	295,5	–	–	8,1	8,1	2,7	303,6	

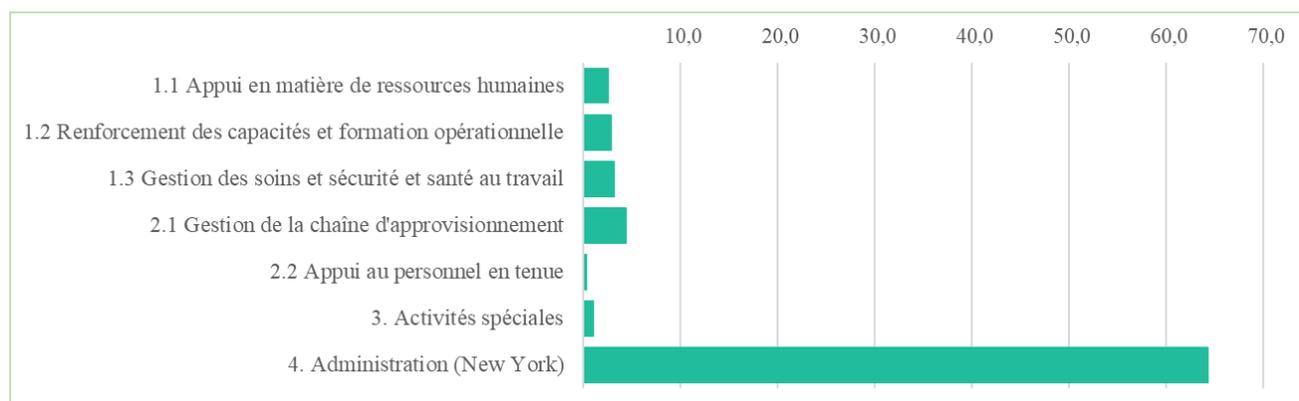
Titre VIII Services communs d'appui

	Changements					Total	Pourcentage	2020 (prévisions avant actualisation des coûts)
	2019 (crédits ouverts)	Ajustements techniques	Nouveaux mandats et mandats élargis	Autres changements				
3. Activités spéciales	744,2	–	–	326,2	326,2	43,8	1 070,4	
4. Administration (New York)	79 184,8	(6 618,8)	32,0	(8 302,3)	(14 889,1)	(18,8)	64 295,8	
Total	90 766,6	(6 506,8)	32,0	(2 784,5)	(9 259,3)	(10,2)	81 507,5	
Ressources financières, par grande catégorie de dépenses								
Postes	31 731,2	112,0	–	251,7	363,7	1,1	32 095,0	
Autres objets de dépense	59 035,4	(6 618,8)	32,0	(3 036,1)	(9 622,9)	(16,3)	49 412,5	
Total	90 766,6	(6 506,8)	32,0	(2 784,4)	(9 259,2)	(10,2)	81 507,5	
Postes, par sous-programme								
1. Activités d'appui								
Composante 1 : Appui en matière de ressources humaines	17	–	–	2	2	11,8	19	
Composante 2 : Renforcement des capacités et formation opérationnelle	4	–	–	–	–	–	4	
Composante 3 : Gestion des soins et sécurité et santé au travail	16	–	–	–	–	–	16	
2. Gestion de la chaîne d'approvisionnement								
Composante 1: Gestion de la chaîne d'approvisionnement	36	–	–	–	–	–	36	
Composante 2 : Appui au personnel en tenue	3	–	–	–	–	–	3	
3. Activités spéciales	4	–	–	–	–	–	4	
4. Administration (New York)	237	–	–	1	1	0,4	238	
Total	317	–	–	3	3	0,9	320	

Figure 29B.VII

Répartition des ressources proposées pour 2020, par sous-programme

(En millions de dollars des États-Unis)



Sous-programme 1 Activités d'appui

Composante 1 Appui en matière de ressources humaines

29B.57 Le montant qu'il est proposé d'inscrire au budget ordinaire pour 2020 s'élève à 2 641 600 dollars et fait apparaître une augmentation nette de 277 900 dollars, par rapport au crédit ouvert pour 2019, qui s'explique par le transfert de montants provenant d'autres composantes du Département. On trouvera des renseignements supplémentaires dans les figures 29B.VIII à 29B.IX et dans le tableau 29B.14.

Tableau 29B.14

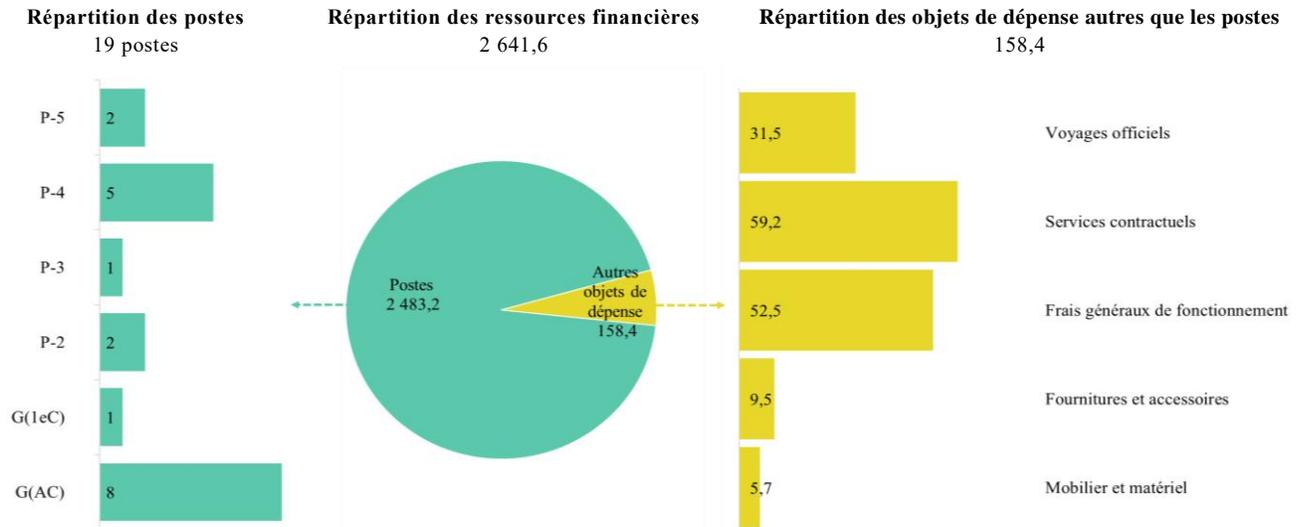
Composante 1 (sous-programme 1) : évolution des ressources financières et des postes

(En milliers de dollars des États-Unis/nombre de postes)

	2019 (crédits ouverts)	Changements			Total	Pourcentage	2020 (prévisions avant actualisation des coûts)
		Ajustements techniques	Nouveaux mandats et mandats élargis	Autres changements			
Ressources financières, par grande catégorie de dépenses							
Postes	2 315,4	–	–	167,8	167,8	7,2	2 483,2
Autres objets de dépense	34,3	–	–	124,1	124,1	361,8	158,4
Total	2 349,7	–	–	291,9	291,9	12,4	2 641,6
Postes, par catégorie							
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur	10	–	–	–	–	–	10
Agents des services généraux	7	–	–	2	2	28,6	9
Total	17	–	–	2	2	11,8	19

Figure 29B.VIII
Composante 1 (sous-programme 1) : répartition des ressources proposées pour 2020
 (avant actualisation des coûts)

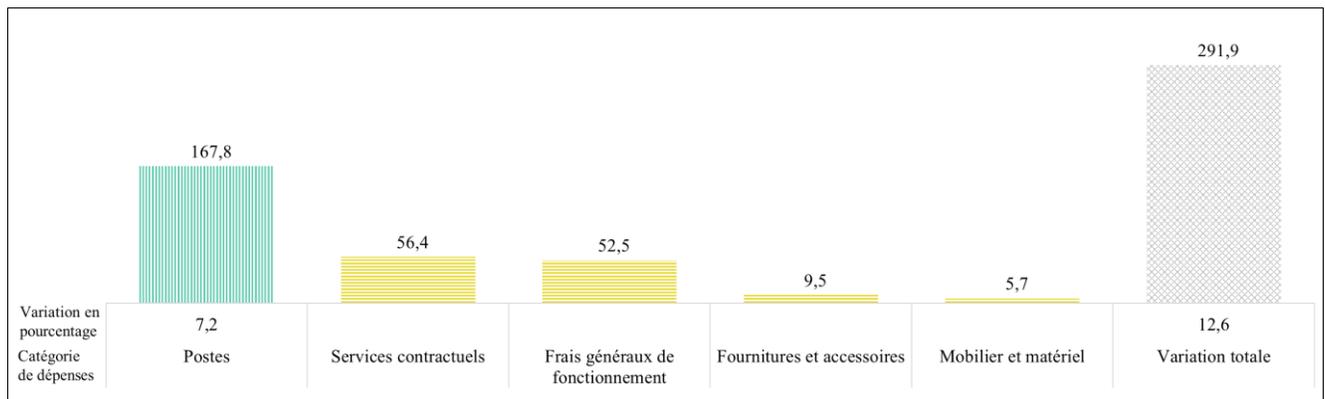
(En nombre de postes/milliers de dollars des États-Unis)



Abréviations : G(1^{re}C) = agent(e) des services généraux (1^{re} classe) ; G(AC) = agent(e) des services généraux (Autres classes).

Figure 29B.IX
Composante 1 (sous-programme 1) : variations concernant les ressources proposées pour 2020
et les crédits ouverts pour 2019, par catégorie de dépenses

(En milliers de dollars des États-Unis)



29B.58 La variation de 291 900 dollars s'explique comme suit :

Autres changements :

- a) une augmentation de 167 800 dollars, imputable au transfert de deux postes d'assistant de gestion de l'information [agent(e) des services généraux (Autres classes)] de la composante Appui au programme. Ces deux postes avaient été affectés à cette composante dans le cadre de la proposition de réforme de la gestion et les titulaires étaient chargés de tenir à jour et d'archiver les dossiers administratifs relatifs aux membres du personnel relevant du Siège et recrutés sur les plans international et national. Étant donné que l'administration et l'archivage des dossiers des membres du personnel recrutés sur le plan international en poste dans les missions relèvent de la composante 1 (sous-programme 1), il est proposé de fusionner

l'administration de ces deux types de dossiers administratifs dans un seul et unique sous-programme, de manière à mieux harmoniser les fonctions et les activités de coordination ;

- b) une augmentation de 73 600 dollars au titre des objets de dépense autres que les postes, imputable au transfert des ressources financières des composantes Direction exécutive et administration (41 900 dollars) et Appui au programme (31 700 dollars) pour les dépenses liées aux examens d'aptitude linguistique. Les ressources ont été temporairement affectées aux composantes Direction exécutive et administration et Appui au programme dans le cadre du projet de réforme de la gestion. L'expérience acquise grâce aux activités menées par le Département en 2019, montre qu'il serait préférable que ces ressources soient affectées à la présente composante ;
- c) une augmentation de 50 500 dollars au titre des objets de dépense autres que les postes, correspondant au transfert de ressources provenant d'autres composantes du Département, de sorte que les moyens relatifs aux services informatiques centraux, aux communications et aux fournitures de bureau, ainsi que les ressources qui serviront au remplacement du matériel de bureau, soient allouées en fonction des besoins effectifs de telle ou telle unité administrative.

29B.59 Comme indiqué dans le tableau 29B.8 la composante est également financée au moyen de quotes-parts hors budget ordinaire d'un montant de 12 818 500 dollars à imputer sur le compte d'appui aux opérations de maintien de la paix, qui couvriront les dépenses afférentes à 85 postes et aux moyens opérationnels, afin de répondre aux besoins associés à la gestion des ressources humaines des entités clientes (établissement de procédures, prestation de services, etc.). Il s'agit notamment de gérer les fichiers de candidats pour toutes les familles d'emplois, d'organiser les tests et les examens, de proposer aux clients un ensemble complet de services d'appui opérationnel et d'autres services consultatifs concernant l'exercice des pouvoirs qui leur sont délégués et de fournir un appui aux administrateurs et aux partenaires sur l'emploi de personnel n'ayant pas la qualité de fonctionnaire. La composante est financée en outre par des ressources extrabudgétaires d'un montant de 323 500 dollars qui serviront à fournir un appui administratif pour les examens d'aptitude linguistique, à la fois pour ce qui est de l'inscription des candidats, de l'examen des critères d'admissibilité, de l'actualisation des communications sur Inspira et des échanges avec les organismes, fonds et programmes concernant leur participation, la préparation des épreuves en vue de les envoyer aux centres d'examens, la réservation des salles et la tenue à jour des informations relatives aux candidats et aux résultats des examens.

Composante 2

Renforcement des capacités et formation opérationnelle

29B.60 Le montant qu'il est proposé d'inscrire au budget ordinaire pour 2020 s'élève à 5 560 500 dollars et fait apparaître une augmentation nette de 4 797 800 dollars par rapport au crédit ouvert pour 2019, qui s'explique par le transfert de montants à d'autres composantes du Département. On trouvera des renseignements supplémentaires dans les figures 29B.X à 29B.XI et dans le tableau 29B.15.

Tableau 29B.15

Composante 2 (sous-programme 1) : évolution des ressources financières et des postes

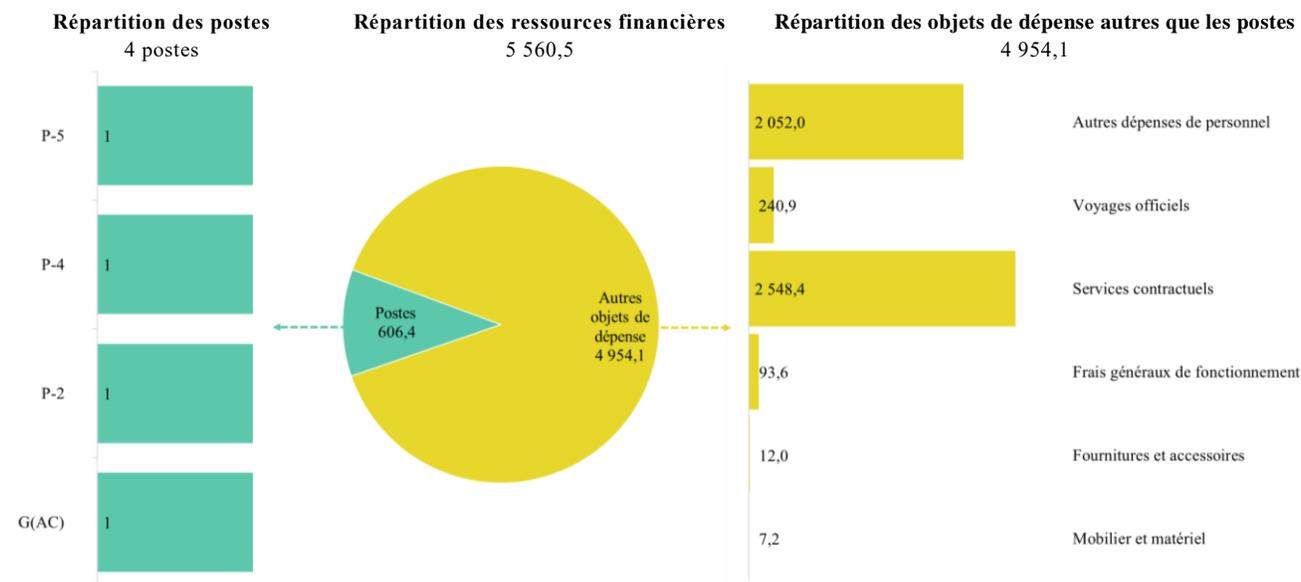
(En milliers de dollars des États-Unis/nombre de postes)

	2019 (crédits ouverts)	Ajustements techniques	Changements				2020 (prévisions avant actualisation des coûts)
			Nouveaux mandats et mandats élargis	Autres changements	Total	Pourcentage	
Ressources financières, par grande catégorie de dépenses							
Postes	606,4	–	–	–	–	–	606,4
Autres objets de dépense	156,3	–	–	4 797,8	4 797,8	3 069,6	4 954,1
Total	762,7	–	–	4 797,8	4 797,8	629,1	5 560,5
Postes, par catégorie							
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur	3	–	–	–	–	–	3
Agents des services généraux	1	–	–	–	–	–	1
Total	4	–	–	–	–	–	4

Figure 29B.X

**Composante 2 (sous-programme 1) : répartition des ressources proposées pour 2020
(avant actualisation des coûts)**

(En nombre de postes/milliers de dollars des États-Unis)

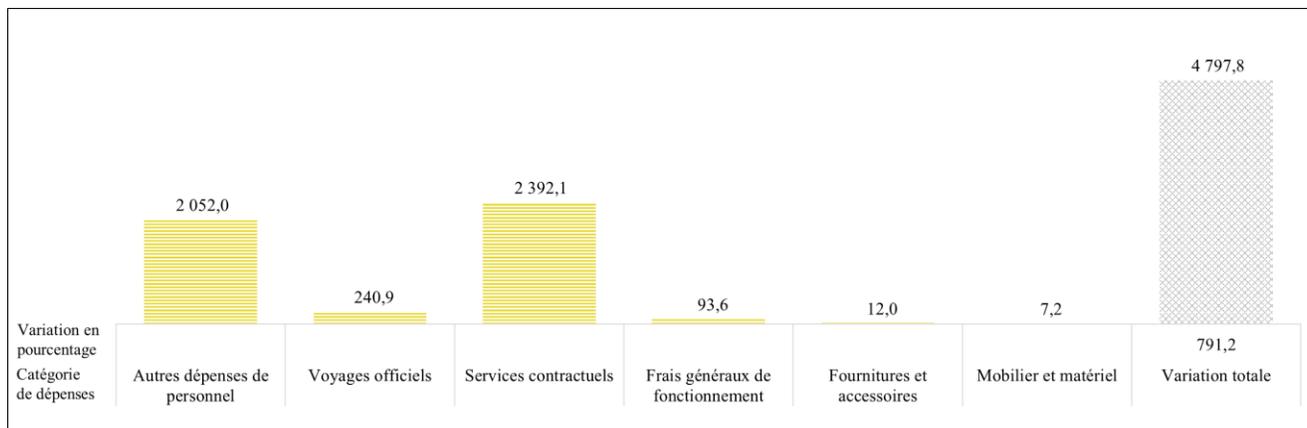


Abréviation : G(AC) = agent(e) des services généraux (Autres classes).

Figure 29B.XI

Composante 2 (sous-programme 1) : variations concernant les ressources proposées pour 2020 et les crédits ouverts pour 2019, par catégorie de dépenses

(En milliers de dollars des États-Unis)



29B.61 La variation de 4 797 800 dollars s'explique comme suit :

Autres changements :

- une augmentation de 2 460 000 dollars au titre des services contractuels, des voyages officiels et des frais généraux de fonctionnement correspondant au transfert à partir du chapitre 29A (Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité) de ressources affectées aux programmes de renforcement des capacités qui seront exécutés par le Département de l'appui opérationnel en 2020 dans les domaines des finances, des ressources humaines, de la chaîne d'approvisionnement, des services de santé ainsi que de la santé et de la sécurité au travail.
- une augmentation de 2 267 700 dollars au titre du personnel temporaire (autre que pour les réunions) et des moyens de formation, imputable au transfert de 20 postes de professeur de langues, de moyens supplémentaires pendant les périodes de pointe et de ressources liées à la formation linguistique, provenant de la composante Direction exécutive et administration;
- une augmentation de 70 100 dollars, correspondant au transfert de ressources provenant d'autres composantes du Département, de sorte que les moyens relatifs aux services informatiques centraux, aux communications et aux fournitures de bureau, ainsi que les ressources qui serviront au remplacement du matériel de bureau, soient allouées en fonction des besoins effectifs de telle ou telle unité administrative.

29B.62 Comme indiqué dans le tableau 29B.8, la composante est également financée au moyen de quotes-parts hors budget ordinaire d'un montant de 4 850 900 dollars à imputer sur le compte d'appui aux opérations de maintien de la paix, qui couvriront les dépenses afférentes à 34 postes et aux moyens opérationnels, de manière à renforcer et à maintenir les capacités nécessaires à la décentralisation des pouvoirs, à la simplification des procédures et à l'exécution des mandats. Mettant l'accent sur l'intégration de la formation, des outils, du perfectionnement continu et des structures institutionnelles, les responsables de l'exécution de la composante s'emploient à faciliter et amplifier le renforcement des capacités dans le domaine du maintien de la paix.

Composante 3

Gestion des soins et sécurité et santé au travail

29B.63 Le montant qu'il est proposé d'inscrire au budget ordinaire pour 2020 s'élève à 3 134 400 dollars et fait apparaître une augmentation nette de 77 600 dollars par rapport au montant du crédit ouvert pour 2019. On trouvera des renseignements supplémentaires dans le tableau 29B.16 et les figures 29B.XII et 29B.XIII.

Tableau 29B.16

Composante 3 (sous-programme 1) : évolution des ressources financières et des postes

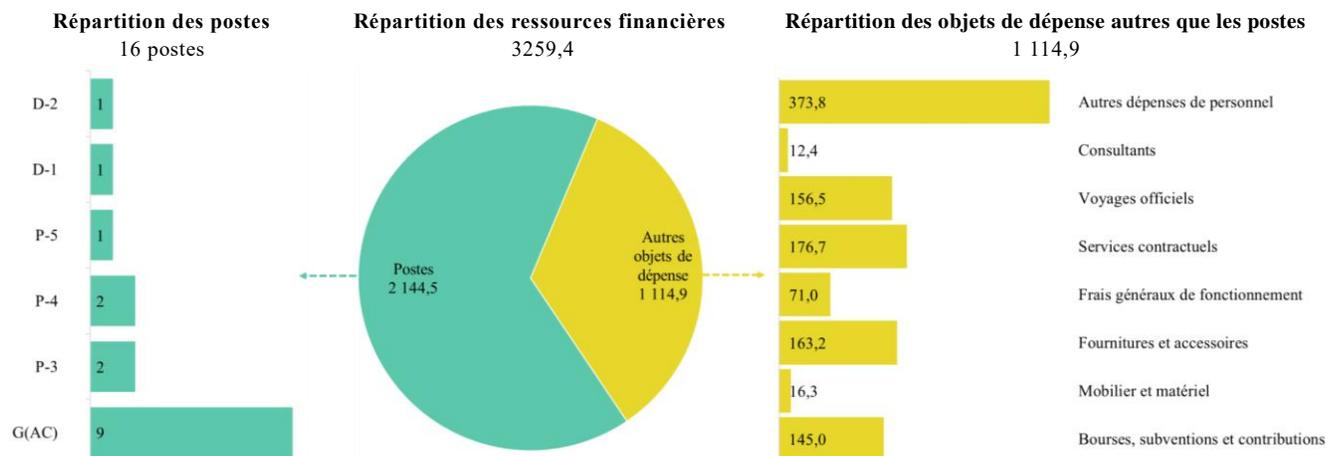
(En milliers de dollars des États-Unis/nombre de postes)

	2019 (crédits ouverts)	Changements				Total	Pourcentage	2020 (prévisions avant actualisation des coûts)
		Ajustements techniques	Nouveaux mandats et mandats élargis	Autres changements				
Ressources financières, par grande catégorie de dépenses								
Postes	2 144,5	–	–	–	–	–	–	2 144,5
Autres objets de dépense	1 037,3	–	–	77,6	77,6	7,5	–	1 114,9
Total	3 181,8	–	–	77,6	77,6	2,4	–	3 259,4
Postes, par catégorie								
Administrateurs(trices) et fonctionnaires de rang supérieur	7	–	–	–	–	–	–	7
Agent(e)s des services généraux et des catégories apparentées	9	–	–	–	–	–	–	9
Total	16	–	–	–	–	–	–	16

Figure 29B.XII

Composante 3 (sous-programme 1) : répartition des ressources proposées pour 2020 (avant actualisation des coûts)

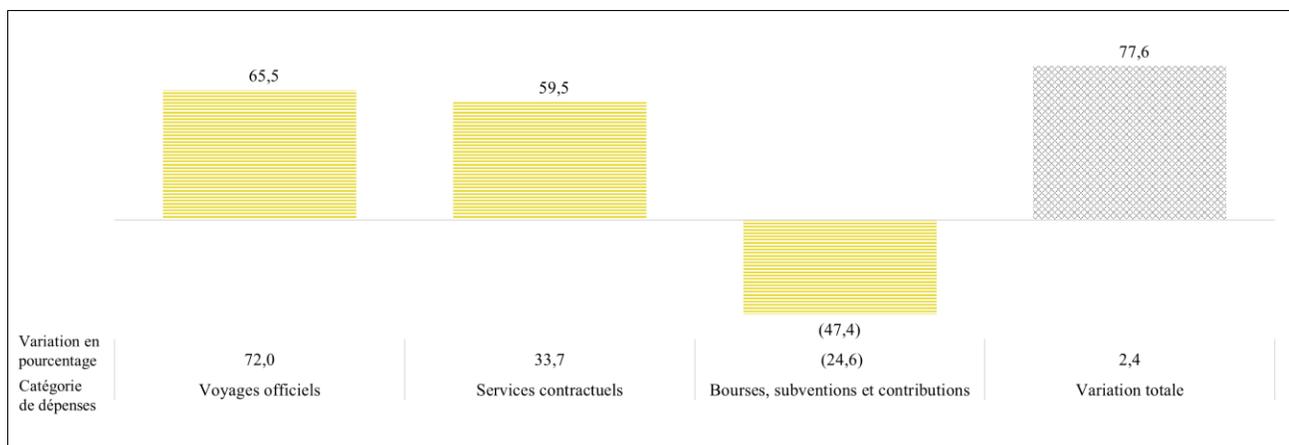
(En nombre de postes/milliers de dollars des États-Unis)



Abréviation : G(AC) = agent(e) des services généraux (Autres classes).

Figure 29B.XIII
Composante 3 (sous-programme 1) : variations concernant les ressources proposées pour 2020 et les crédits ouverts pour 2019, par catégorie de dépenses

(En milliers de dollars des Etats-Unis)



29B.64 La variation de 47 400 dollars s'explique comme suit :

Autres changements :

- Une augmentation de 125 000 dollars correspondant au transfert de ressources provenant de la composante Direction exécutive et administration qui sont consacrées à des programmes de formation visant à améliorer le bien-être et la santé mentale des fonctionnaires des Nations-Unies et des membres de leur famille au Siège, dans les bureaux hors Siège et dans les commissions régionales ;
- Une diminution de 47 400 dollars au titre des subventions et contributions imputable au fait que le Secrétariat a cessé de contribuer au programme commun du système des Nations Unies « L'ONU avec nous », qui a pris fin. Il s'agissait d'un programme spécialisé inter-organisations sur le VIH/sida financé sur la base du partage volontaire des coûts. À partir de 2015, les différentes entités participantes ont commencé à réduire leur financement avant de le supprimer totalement, ce qui a conduit le Fonds des Nations Unies pour la population à mettre fin au programme. Toutefois, la Division de la gestion des soins et de la sécurité et de la santé au travail continuera de distribuer des trousseaux de prophylaxie postexposition dans tous les lieux d'affectation.

29B.65 Comme indiqué dans le tableau 29B.8, la composante est également financée au moyen de quotes-parts hors budget ordinaire d'un montant de 2 953 900 dollars à imputer sur le compte d'appui aux opérations de maintien de la paix, qui couvriront les dépenses afférentes à 18 postes et aux moyens opérationnels, de manière à améliorer la sécurité et à mieux protéger la santé du personnel des Nations Unies en faisant en sorte que celui-ci travaille dans des locaux ne présentant aucun danger pour sa sécurité et sa santé, conformément à l'obligation de prudence et de diligence qui incombe à l'Organisation. Ces ressources permettront d'élaborer et de mettre en place un système de gestion des risques liés à la sécurité et à la santé au travail, pleinement intégré et axé sur la prévention, l'objectif étant de réduire le nombre de blessures et de maladies professionnelles et de limiter leur gravité et leurs conséquences. Elle est financée en outre par des ressources extrabudgétaires d'un montant estimé à 2 319 100 dollars, qui permettront de fournir des services liés à la sécurité et à la santé au travail aux membres du personnel des fonds, programmes et organismes des Nations Unies en poste à New York, à savoir : a) des consultations médicales, des conseils de santé aux voyageurs, des vaccinations, des conseils à l'administration sur les programmes de prestations dues au personnel et sur d'autres questions d'ordre médical ou administratif telles que la vérification d'aptitude médicale, les attestations de congé de maladie, les évacuations sanitaires secondaires et les rapatriements, et les demandes d'indemnisation des militaires en cas d'invalidité ; b) des services de santé mentale dans le cadre d'une couverture médicale complète ; c) un soutien psychosocial et des services consultatifs.

**Sous-programme 2
Gestion de la chaîne d'approvisionnement**

**Composante 1
Gestion de la chaîne d'approvisionnement**

29B.66 Le montant qu'il est proposé d'inscrire au budget ordinaire pour 2020 s'élève à 4 376 200 dollars et fait apparaître une augmentation nette de 128 300 dollars, transférés d'autres composantes du Département, par rapport au montant du crédit ouvert pour 2019. On trouvera des renseignements supplémentaires dans le tableau 29B.17 et dans les figures 29B.XIV et 29B.XV.

Tableau 29B.17

Composante 1 (sous-programme 2) : évolution des ressources financières et des postes

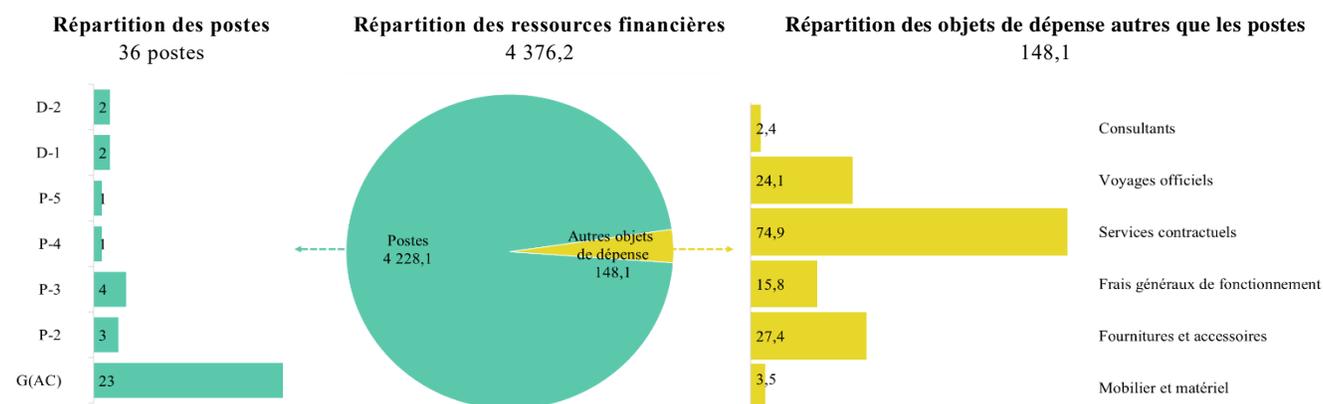
(En milliers de dollars des États-Unis/nombre de postes)

	Changements					Total	Pourcentage	2020 (prévisions avant actualisation des coûts)
	2019 (crédits ouverts)	Ajustements techniques	Nouveaux mandats et mandats élargis	Autres changements				
Ressources financières, par grande catégorie de dépenses								
Postes	4 116,1	112,0	–	–	112,0	2,7	4 228,1	
Autres objets de dépense	131,8	–	–	16,3	16,3	12,3	148,1	
Total	4 247,9	112,0	–	16,3	128,3	3,0	4 376,2	
Postes, par catégorie								
Administrateurs(trices) et fonctionnaires de rang supérieur	13	–	–	–	–	–	13	
Agent(e)s de services généraux et des catégories apparentées	23	–	–	–	–	–	23	
Total	36	–	–	–	–	–	36	

Figure 29B.XIV

**Composante 1 (sous-programme 2) : répartition des ressources proposées pour 2020
(avant actualisation des coûts)**

(En nombre de postes/milliers de dollars des États-Unis)

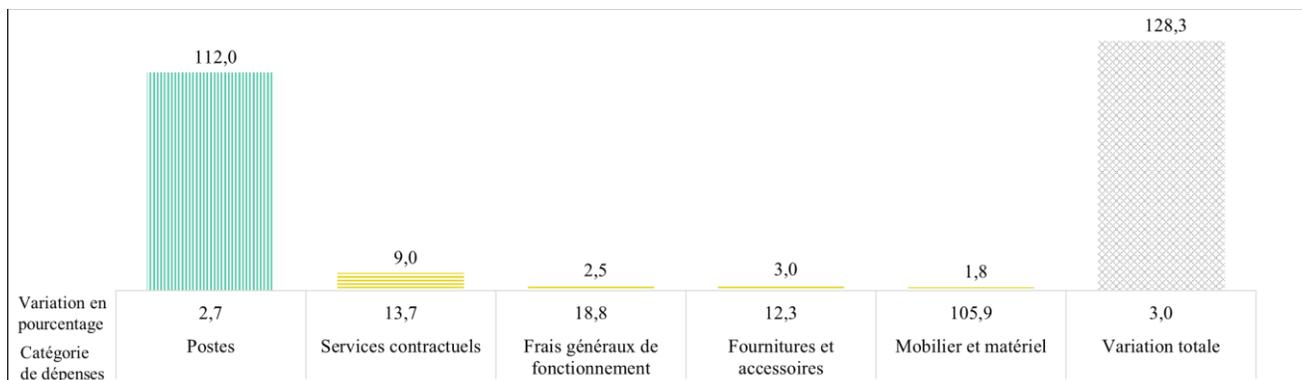


Abréviation : G(AC) = agent(e) des services généraux (Autres classes).

Figure 29B.XV

Composante 1 (sous-programme 2) : variations concernant les ressources proposées pour 2020 et les crédits ouverts pour 2019, par catégorie de dépenses

(En milliers de dollars des États-Unis)



29B.67 La variation de 128 300 dollars s'explique comme suit :

- Ajustements techniques.** L'augmentation de 112 000 dollars au titre des postes tient à la budgétisation en année pleine d'un poste D-1 réaffecté, approuvé par l'Assemblée générale en 2019 dans sa résolution 72/266B et auquel un taux de vacance de 50 % a été appliqué.
- Autres changements.** Une augmentation de 16 300 dollars, résultant d'un transfert provenant d'autres composantes du Département, de sorte que les moyens relatifs aux services informatiques centraux, des communications et aux fournitures de bureau, ainsi que les ressources qui serviront au remplacement du matériel de bureau, soient allouées en fonction des besoins effectifs de telle ou telle unité administrative.

29B.68 Comme indiqué dans le tableau 29B.8, la composante est également financée au moyen de quotes-parts hors budget ordinaire d'un montant de 30 344 700 dollars à imputer sur le compte d'appui aux opérations de maintien de la paix, y compris 170 postes et des ressources opérationnelles, qui couvriront les dépenses afférentes à la gestion de la chaîne d'approvisionnement de bout en bout. Les équipes techniques et commerciales seront toutes deux intégrées au sous-programme afin d'améliorer le processus de sélection des fournisseurs, mais leurs liens hiérarchiques fonctionnels respectifs seront préservés afin d'assurer la séparation des tâches. L'appui fourni consistera à élaborer des directives opérationnelles, exploiter des outils d'analyse décisionnelle, entretenir des relations avec les fournisseurs, participer à la gestion de la performance, établir des niveaux de référence et à assurer le suivi des indicateurs clés de performance.

Composante 2 Appui au personnel en tenue

29B.69 Le montant qu'il est proposé d'inscrire au budget ordinaire pour 2020 s'élève à 303 600 dollars et fait apparaître une augmentation nette de 8 100 dollars par rapport au crédit ouvert pour 2019, qui s'explique par le transfert de montants provenant d'autres composantes du Département. On trouvera des renseignements supplémentaires dans le tableau 29B.18 et dans les figures 29B.XVI et 29B.XVII.

Tableau 29B.18

Composante 2 (sous-programme 2) : évolution des ressources financières et des postes

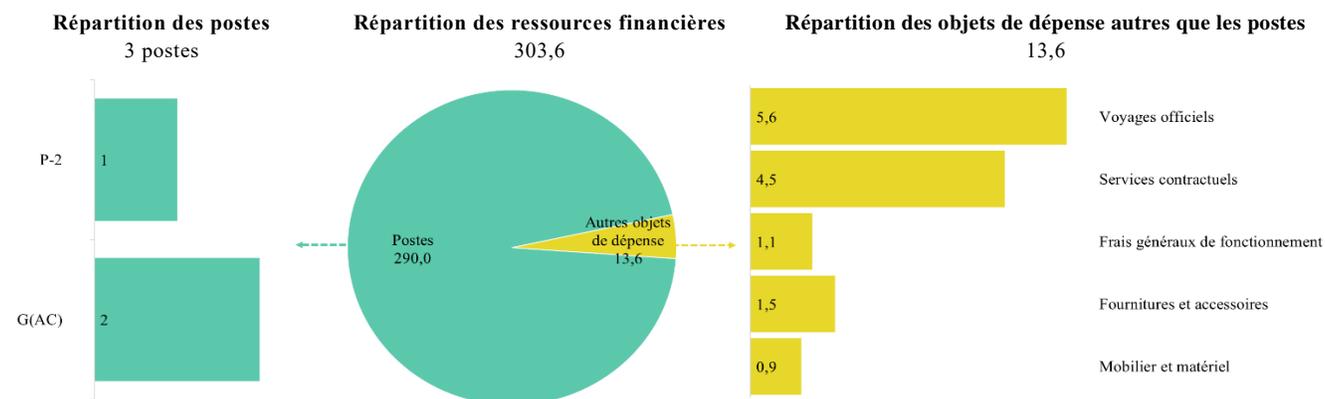
(En milliers de dollars des États-Unis/nombre de postes)

	2019 (crédits ouverts)	Changements					2020 (prévisions avant actualisation des coûts)
		Ajustements techniques	Nouveaux mandats et mandats élargis	Autres changements	Total	Pourcentage	
Ressources financières, par grande catégorie de dépenses							
Postes	290,0	–	–	–	–	–	290,0
Autres objets de dépense	5,5	–	–	8,1	8,1	146,7	13,6
Total	295,5	–	–	8,1	8,1	2,7	303,6
Postes, par catégorie							
Administrateurs(trices) et fonctionnaires de rang supérieur	1	–	–	–	–	–	1
Agent(e)s des services généraux et des catégories apparentées	2	–	–	–	–	–	2
Total	3	–	–	–	–	–	3

Figure 29B.XVI

**Composante 2 (sous-programme 2) : répartition des ressources proposées pour 2020
(avant actualisation des coûts)**

(En nombre de postes/milliers de dollars des États-Unis)

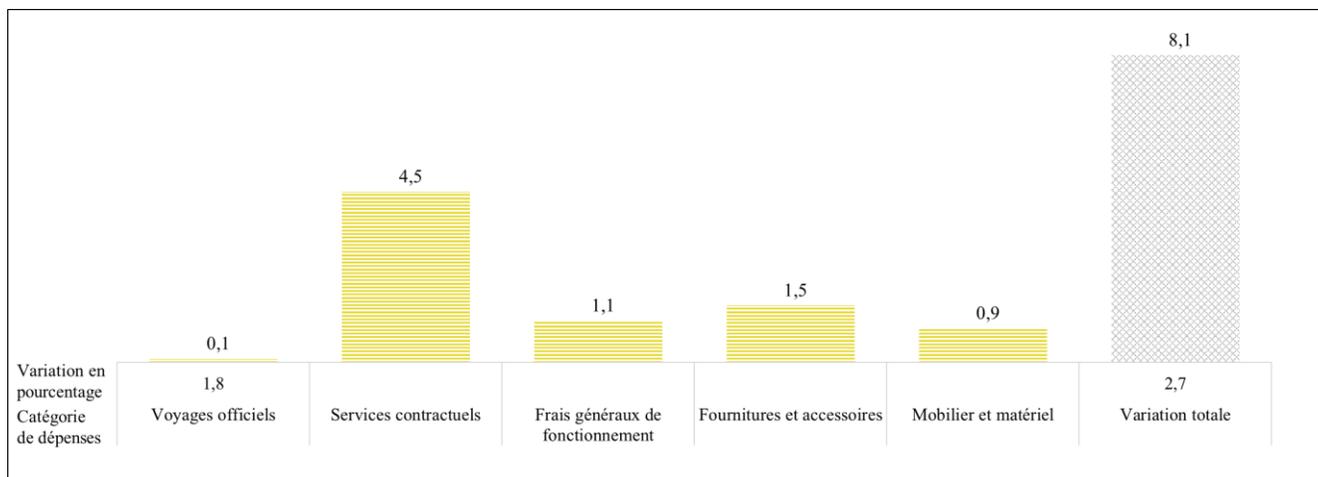


Abréviations : G(AC) = agent(e) des services généraux (Autres classes).

Figure 29B.XVII

Composante 2 (sous-programme 2) : variations concernant les ressources proposées pour 2020 et les crédits ouverts pour 2019, par catégorie de dépenses

(En milliers de dollars des États-Unis)



29B.70 La variation de 8 100 dollars s'explique comme suit :

Autres changements. Une augmentation de 8 100 dollars, correspondant au transfert de ressources provenant d'autres composantes du Département, de sorte que les moyens relatifs aux services d'informatique centraux, aux communications et aux fournitures de bureau, ainsi que les ressources qui serviront au remplacement du matériel de bureau, soient allouées en fonction des besoins effectifs de telle ou telle unité administrative.

29B.71 Comme indiqué dans le tableau 29B.8, la composante est également financée au moyen de quotes-parts hors budget ordinaire d'un montant de 7 204 900 dollars à imputer sur le compte d'appui aux opérations de maintien de la paix, qui couvriront les dépenses afférentes à 40 postes et aux moyens opérationnels, en vue de la constitution de contingents et d'unités de police constituées et de leur déploiement dans les opérations de maintien de la paix, ainsi que les remboursements correspondants.

Sous-programme 3 Activités spéciales

29B.72 Le montant qu'il est proposé d'inscrire au budget ordinaire pour 2020 s'élève à 1 070 300 dollars et fait apparaître une augmentation nette de 326 100 dollars par rapport au crédit ouvert pour 2019, qui s'explique par le transfert de montants provenant d'autres composantes du Département. On trouvera des renseignements supplémentaires dans le tableau 29B.19 et dans les figures 29B.XVIII et 29B.XIX.

Tableau 29B.19

Sous-programme 3 : évolution des ressources financières et des postes

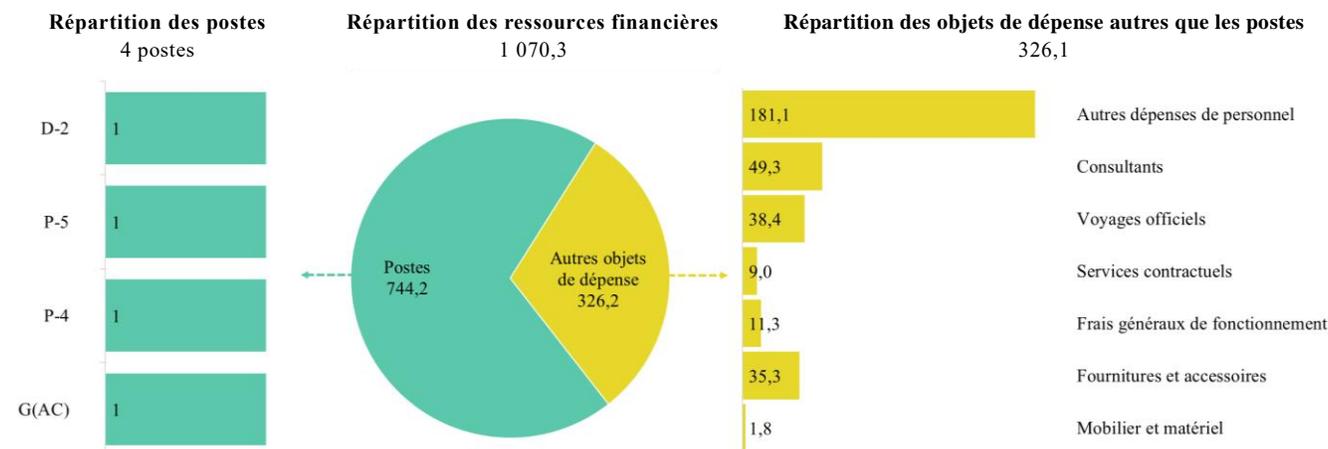
(En milliers de dollars des États-Unis/nombre de postes)

	Changements					Total	Pourcentage	2020 (prévisions avant actualisation des coûts)
	2019 (crédits ouverts)	Ajustements techniques	Nouveaux mandats et mandats élargis	Autres changements				
Ressources financières, par grande catégorie de dépenses								
Postes	744,2	–	–	–	–	–	–	744,2
Autres objets de dépense	–	–	–	326,1	326,1	–	–	326,1
Total	744,2	–	–	326,1	326,1	61,6	–	1 070,3
Postes, par catégorie								
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur	3	–	–	–	–	–	–	3
Agents des services généraux	1	–	–	–	–	–	–	1
Total	4	–	–	–	–	–	–	4

Figure 29B.XVIII

Sous-programme 3 : répartition des ressources proposées pour 2020 (avant actualisation des coûts)

(En nombre de postes/milliers de dollars des États-Unis)

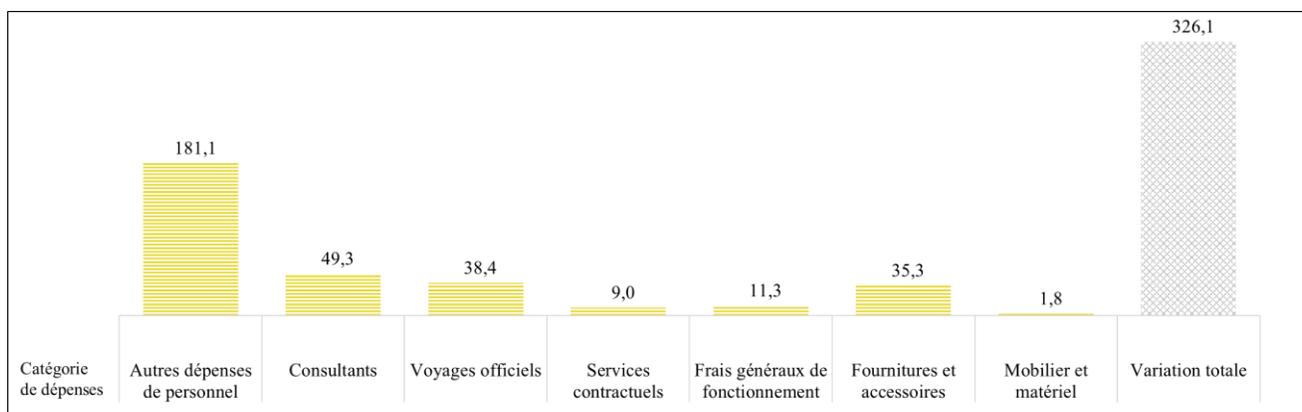


Abréviation : G(AC) : agent(e) des services généraux (Autres classes).

Figure 29B.XIX

Sous-programme 3 : variations concernant les ressources proposées pour 2020 et les crédits ouverts pour 2019, par catégorie de dépenses

(En milliers de dollars des États-Unis)



29B.73 La variation de 326 100 dollars s'explique comme suit :

Autres changements :

- a) Une augmentation de 306 700 dollars des ressources demandées au titre du personnel temporaire (autre que pour les réunions) et de la formation qui s'explique par le transfert de deux emplois de temporaire et des crédits de formation provenant de la composante Direction exécutive et administration ;
- b) Une augmentation de 19 400 dollars, correspondant au transfert de ressources provenant d'autres composantes du Département, de sorte que les moyens relatifs aux services informatiques centraux, aux communications et aux fournitures de bureau, ainsi que les ressources qui serviront au remplacement du matériel de bureau, soient allouées en fonction des besoins effectifs de telle ou telle unité administrative.

29B.74 Comme indiqué dans le tableau 29B.8, le sous-programme est également financé au moyen de quotes-parts hors budget ordinaire d'un montant de 8 359 000 dollars à imputer sur le compte d'appui aux opérations de maintien de la paix, qui couvriront les dépenses afférentes à 48 postes et aux moyens opérationnels, de manière à a) superviser une gamme de capacités opérationnelles spécialisées et transversales, mobilisables en particulier dans les situations de démarrage, de montée en puissance et de crise ; b) fournir un appui immédiat jusqu'au règlement de la crise ou jusqu'à ce que des ressources soient prévues et approuvées pour répondre aux besoins en continu ; c) mettre en place des arrangements avec les principaux partenaires, par exemple les organisations régionales, les autres acteurs du système des Nations Unies et les gouvernements ; d) développer des outils et conduire une analyse pour évaluer et prévoir les inducteurs de coûts. Le sous-programme est financé en outre par des ressources extrabudgétaires d'un montant estimé à 7 756 000 dollars, provenant du projet de partenariat triangulaire, un dispositif de renforcement des capacités visant à former le personnel en tenue des unités d'appui aux opérations de maintien de la paix, dans le cadre d'une collaboration entre les États Membres pour ce qui est des compétences spécialisées et des ressources, les pays fournisseurs de contingents et le Secrétariat. Comme prévu dans l'arrangement relatif au projet, le Secrétariat facilite les activités de formation propres à renforcer les capacités du personnel en tenue mis à disposition par les pays fournisseurs de contingents.

**Sous-programme 4
Administration (New York)**

29B.75 Le montant qu'il est proposé d'inscrire au budget ordinaire pour 2020 s'élève à 64 295 800 dollars et fait apparaître une diminution nette de 14 889 100 dollars par rapport au crédit ouvert pour 2019. On trouvera des renseignements supplémentaires dans le tableau 29B.20 et dans les figures 29B.XX et 29B.XXI.

Tableau 29B.20

Sous-programme 4 : évolution des ressources financières et des postes

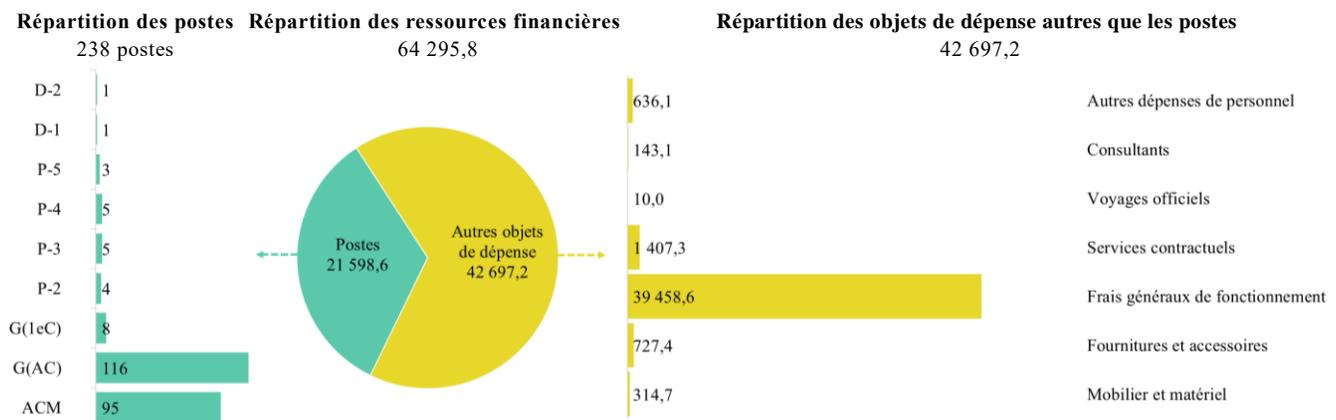
(En milliers de dollars des États-Unis/nombre de postes)

	2019 (crédits ouverts)	Changements				Total	Pourcentage	2020 (prévisions avant actualisation des coûts)
		Ajustements techniques	Nouveaux mandats et mandats élargis	Autres changements				
Ressources financières, par grande catégorie de dépenses								
Postes	21 514,6	–	–	83,9	83,9	0,4	21 598,6	
Autres objets de dépense	57 670,2	(6 618,8)	32,0	(8 386,2)	(14 973,0)	(26,0)	42 697,2	
Total	79 184,8	(6 618,8)	32,0	(8 302,3)	(14 889,1)	(18,8)	64 295,8	
Postes, par catégorie								
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur	19	–	–	–	–	–	19	
Agents des services généraux et des catégories apparentées	218	–	–	1	1	0,5	219	
Total	237	–	–	1	1	0,4	238	

Figure 29B.XX

Sous-programme 4 : répartition des ressources proposées pour 2020 (avant actualisation des coûts)

(En nombre de postes/milliers de dollars des États-Unis)

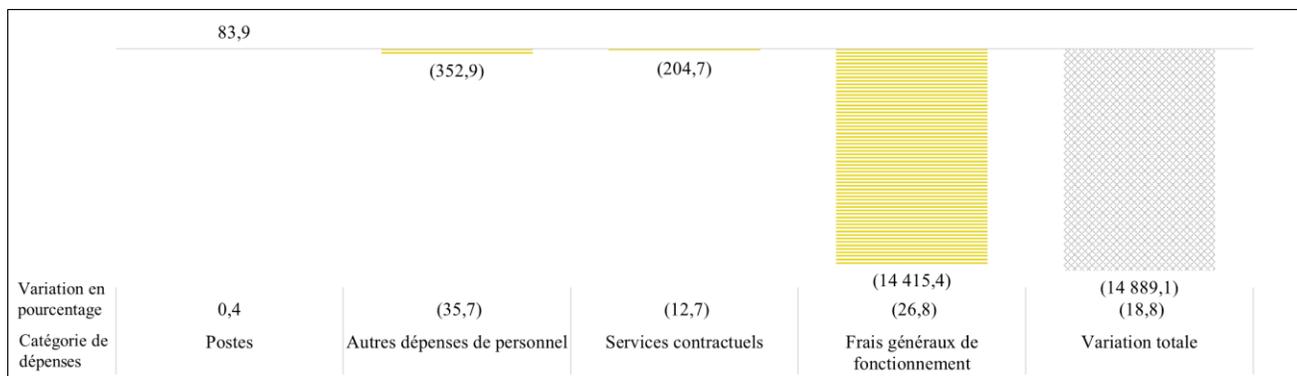


Abréviations : ACM = agent(e) des corps de métier ; G(1^{re}C) = agent des services généraux (1^{re} classe) ; G(AC) = agent(e) des services généraux (Autres classes).

Figure 29B.XXI

Sous-programme 4 : variations concernant les ressources proposées pour 2020 et les crédits ouverts pour 2019, par catégorie de dépenses

(En milliers de dollars des États-Unis)



29B.76 La variation de 14 889 100 dollars s'explique comme suit :

- a) **Ajustements techniques.** Une diminution de 6 618 800 dollars au titre des ressources autres que celles affectées à des postes, résultant du non-renouvellement d'un crédit ouvert en 2019 aux fins de l'application des stratégies de gestion souple de l'espace de travail dans le bâtiment du Secrétariat. Les dépenses y afférentes pour 2020 seront présentées dans un rapport ad hoc à l'Assemblée générale, durant la partie principale de sa soixante-quatorzième session, et, par conséquent, il n'est pas demandé de ressources à ce titre dans le projet de budget-programme pour 2020.
- b) **Nouveaux mandats et mandats élargis.** Une augmentation de 32 000 dollars au titre des ressources autres que celles affectées à des postes, résultant d'une ouverture de crédits visant à financer la location de bureaux destinés à accueillir les titulaires de deux emplois de temporaire au Bureau des affaires juridiques, comme indiqué dans l'état des incidences sur le budget-programme du projet de résolution [A/71/L.26](#) présenté par le Secrétaire général ([A/C.5/71/16](#)) et approuvé par l'Assemblée générale dans sa résolution [71/257](#).
- c) **Autres changements.** Une diminution de 8 302 300 dollars qui est le résultat net des facteurs suivants :
 - i) Une diminution de 13 855 400 dollars au titre de la location de locaux, en raison de la résiliation des baux de location de deux bâtiments commerciaux grâce à la mise en œuvre des stratégies de gestion souple de l'espace de travail durant l'exercice 2018-2019 ;
 - ii) Une diminution de 1 469 900 dollars résultant de la négociation d'un rabais ponctuel à valoir sur le renouvellement du bail de location d'un immeuble commercial (1 337 200 dollars) et de coupes dans les services contractuels rendues possibles par la révision et la rationalisation des services et contrats relatifs aux installations (132 700 dollars) ;
 - iii) Une augmentation de 3 019 400 dollars sur la base des baux de location actuels des locaux et des contrats de prestations de services (nettoyage, équipements collectifs et entretien) ;
 - iv) Une augmentation de 3 831 800 dollars résultant du transfert de ressources ayant été précédemment approuvées au titre du chapitre 33 (Travaux de construction, transformation et amélioration des locaux et gros travaux d'entretien), mais qui concernaient les activités d'entretien courant et ne répondaient pas aux critères de dépenses capitalisables telles que définies par les normes IPSAS relatives à la gestion du matériel, et qu'il est par conséquent plus approprié d'inscrire au sous-chapitre 29B (Département de l'appui opérationnel) ;

- v) Une augmentation de 87 900 dollars résultant du transfert de ressources provenant de la composante Direction exécutive et administration, afin de financer l'appui nécessaire lors du pic d'activité de l'Assemblée générale ;
- vi) Une augmentation de 83 900 dollars au titre des postes, correspondant au transfert d'un poste d'assistant(e) administratif(tive) [G(AC)] de la composante Appui au programme. Il avait été décidé que le poste relèverait de la composante Appui au programme dans le cadre de la réforme de la gestion, et que son(sa) titulaire aiderait le Comité des visas de l'ONU. Il est à présent proposé que ce poste soit transféré au sous-programme 4 et relève de la Section des voyages et des transports, au vue des fonctions exercées, notamment pour ce qui est des services aux clients fournis par l'Équipe Passeports et visas.

29B.77 Comme indiqué dans le tableau 29B.8, le sous-programme est également financé au moyen de quotes-parts hors budget ordinaire d'un montant de 22 668 500 dollars à imputer sur le compte d'appui aux opérations de maintien de la paix, qui couvriront les dépenses afférentes à huit postes et aux moyens opérationnels, de manière à fournir des services de gestion technique et du génie, un appui aux voyages et aux transports ainsi que des service d'archives et de gestion des dossiers au Siège pour faciliter la conduite des activités d'appui au maintien de la paix. Il est financé en outre par des ressources extrabudgétaires d'un montant estimé à 29 678 600 dollars, afin de fournir un appui aux bureaux clients financés au moyen de ces ressources pour ce qui est de la gestion des installations et des locaux à usage de bureaux ainsi que de la prestation de services relatifs aux voyages et aux transports, à la valise diplomatique et au courrier. Ces ressources extrabudgétaires permettent par ailleurs de fournir un appui pour le traitement des avances versées au titre des impôts et le règlement des impôts fédéraux et des impôts d'État, en ce qui concerne les citoyens des États-Unis et les résidents aux États-Unis employés par les organismes, fonds et programmes des Nations Unies.

Appui au programme

29B.78 Le montant qu'il est proposé d'inscrire au budget ordinaire pour 2020 s'élève à 2 754 400 dollars et fait apparaître une augmentation de 1 071 100 dollars par rapport au crédit ouvert pour 2019. On trouvera des renseignements supplémentaires dans le tableau 29B.21 et dans les figures 29B.XXII à 29B.XXIV.

Figure 29B.XXII

Appui au programme : évolution des ressources par rapport au montant du budget ordinaire

(En millions de dollars des États-Unis)

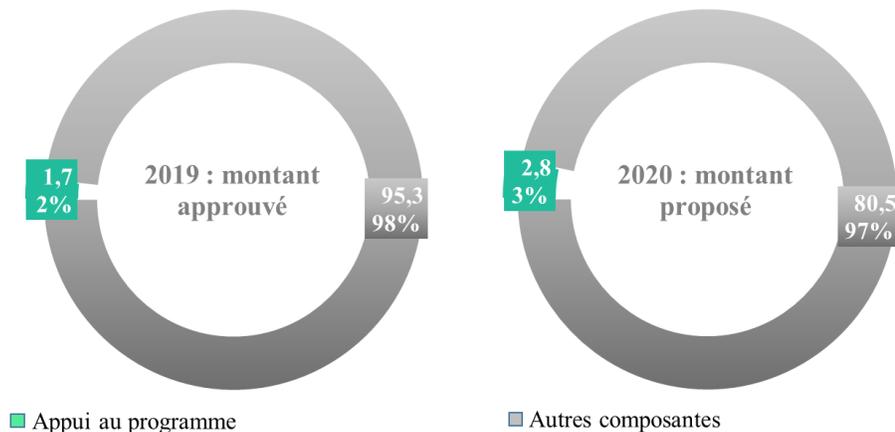


Tableau 29B.21

Appui au programme : évolution des ressources financières et des postes

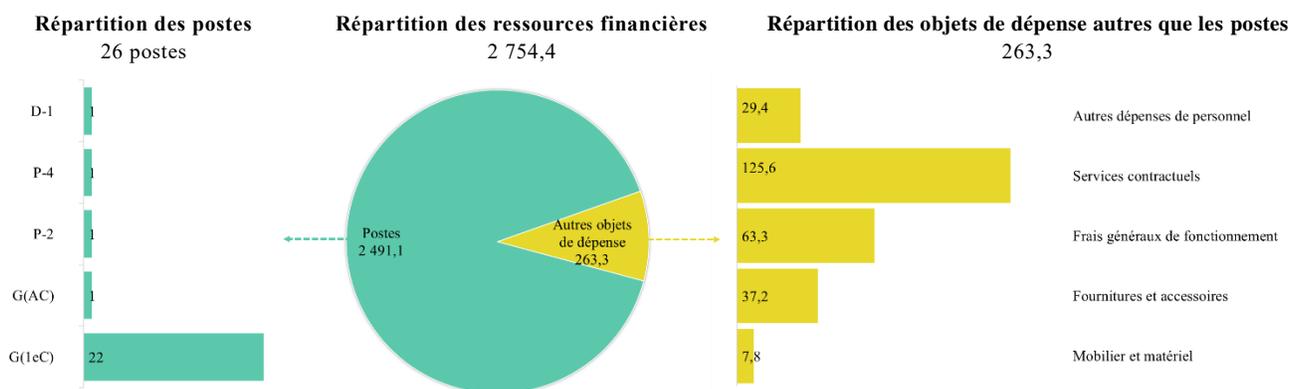
(En milliers de dollars des États-Unis/nombre de postes)

	2019 (crédits ouverts)	Changements				Total	Pourcentage	2020 (prévisions avant actualisation des coûts)
		Ajustements techniques	Nouveaux mandats et mandats élargis	Autres changements				
Ressources financières, par grande catégorie de dépenses								
Postes	1 381,7	–	–	1 109,4	1 109,4	80,3	2 491,1	
Autres objets de dépense	301,6	–	–	(38,3)	(38,3)	(12,7)	263,3	
Total	1 683,3	–	–	1 071,1	1 071,1	63,6	2 754,4	
Postes, par catégorie								
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur	3	–	–	–	–	3	3	
Agents des services généraux et des catégories apparentées	10	–	–	13	13	130,0	23	
Total	13	–	–	13	13	100,0	26	

Figure 29B.XXIII

Appui au programme : répartition des ressources proposées pour 2020 (avant actualisation des coûts)

(En nombre de postes/milliers de dollars des États-Unis)

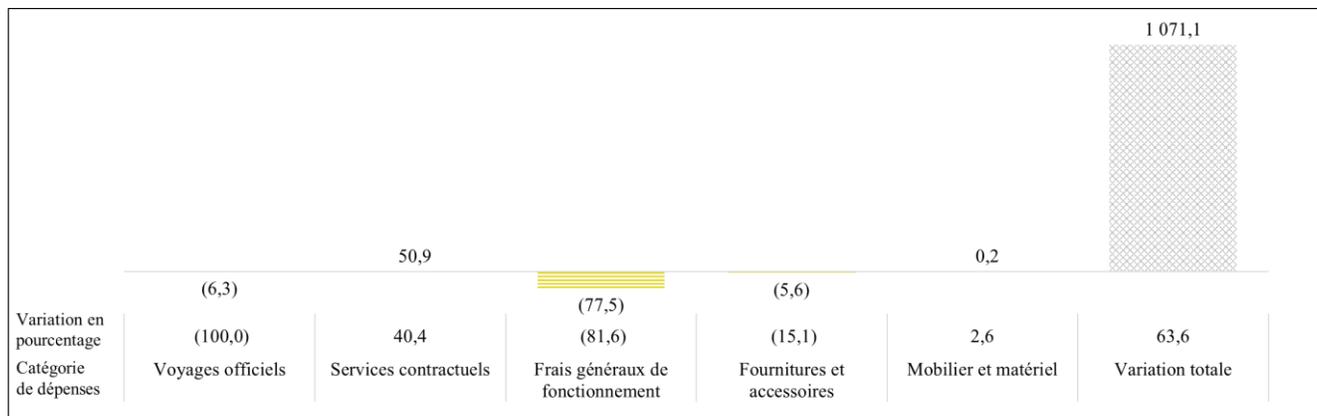


Abréviations : G(1^eC) = agent des services généraux (1^{re} classe) ; G(AC) = agent(e) des services généraux (Autres classes).

Figure 29B.XXIV

Appui au programme : variations concernant les ressources proposées pour 2020 et les crédits ouverts pour 2019, par catégorie de dépenses

(En milliers de dollars des États-Unis)



29B.79 La variation de 1 071 100 dollars s'explique comme suit :

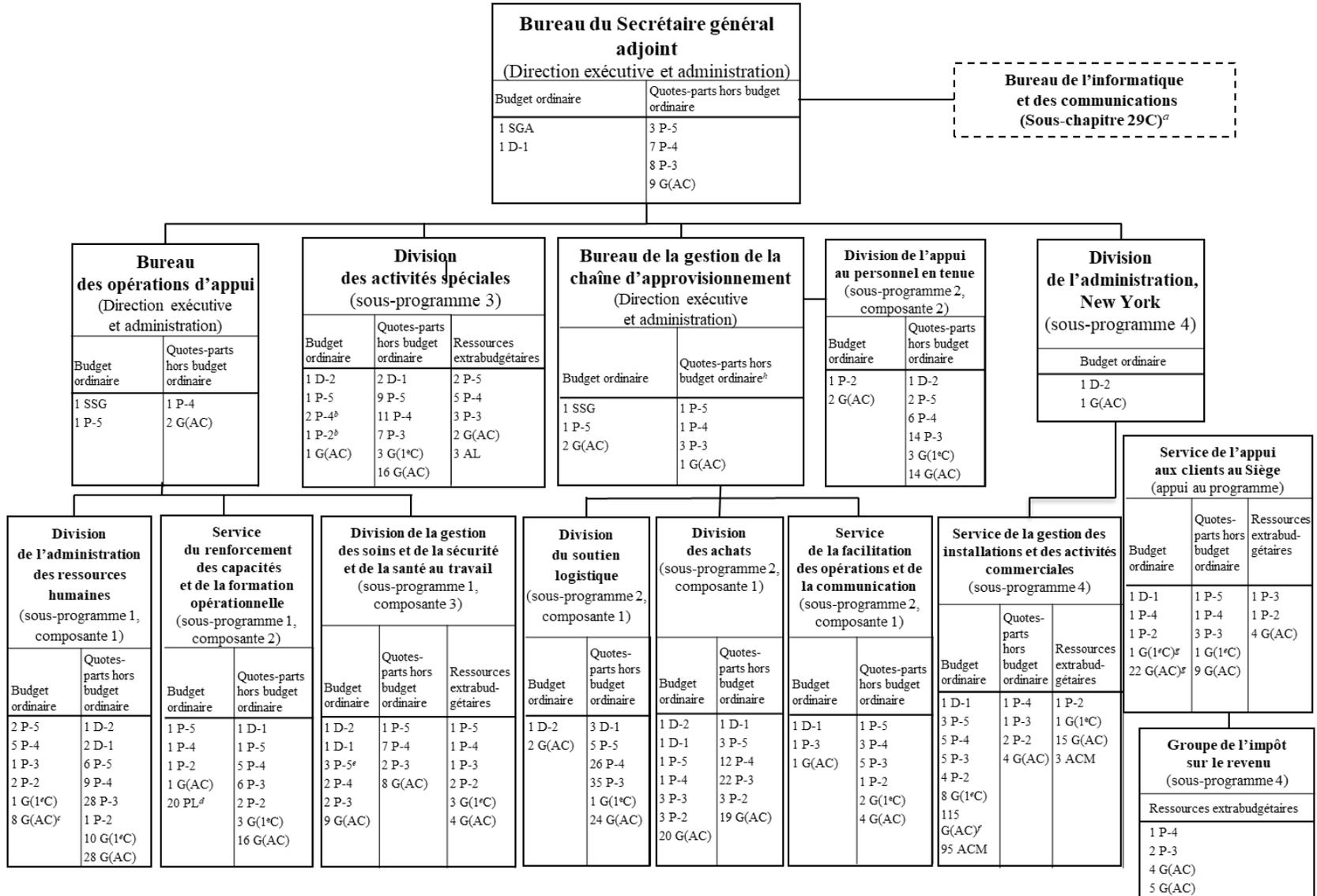
Autres changements :

- Une augmentation de 1 403 700 dollars au titre des postes et des ressources non affectées à des postes, correspondant au transfert d'un poste d'agent(e) des services généraux [G(1°C)] et de 15 postes d'agent(e) des services généraux G(AC) qui étaient inscrits au sous-chapitre 29A (Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité), dont le titulaire aura pour tâche de mettre en place des arrangements provisoires concernant des fonctions qu'il est proposé de transférer à des centres de services, dans l'attente de la décision que l'Assemblée générale doit prendre à sa soixante-quatorzième session au sujet du rapport du Secrétaire général sur le dispositif de prestation de services centralisée. Ce montant se décompose comme suit : 1 361 100 dollars pour couvrir les dépenses afférentes aux 16 postes et 42 600 dollars pour couvrir les coûts standard afférents au logement au titre des autres objets de dépenses ;
- Une diminution de 251 700 dollars qui résulte du transfert à la composante 1 du sous-programme 1, de deux postes d'assistant(e) de gestion de l'information [G(AC)] (167 800 dollars) et d'un poste d'assistant(e) administratif(tive) [G(AC)] au sous-programme 4 (83 900 dollars) ;
- Une diminution de 31 700 dollars, fruit du transfert à la composante 1 du sous-programme 1 des activités de location de salles dans lesquelles se déroulent les concours et les tests ;
- Une diminution de 49 200 dollars, correspondant au transfert des ressources à d'autres composantes du Département, de sorte que les moyens relatifs aux services informatiques centraux, aux communications et aux fournitures de bureau, ainsi que les ressources qui serviront au remplacement du matériel de bureau, soient allouées en fonction des besoins effectifs de telle ou telle unité administrative.

29B.80 Comme indiqué dans le tableau 29B.8, la composante est également financée au moyen de quotes-parts hors budget ordinaire d'un montant de 3 409 300 dollars à imputer sur le compte d'appui aux opérations de maintien de la paix, qui couvriront les dépenses afférentes à 15 postes et aux moyens opérationnels, de manière à fournir des services financiers et budgétaires et à aider le Département de l'appui opérationnel, le Bureau de l'informatique et des communications et les bureaux de New York qui ne disposent pas de service administratif à gérer les ressources humaines dont ils ont besoin. Les réformes relatives à la paix, à la sécurité et à la gestion étant entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2019, la composante est financée en outre au moyen de ressources extrabudgétaires d'un montant estimé à 1 111 800 dollars, qui serviront à couvrir le surcroît

d'activités, s'agissant en particulier des bureaux clients qui ne disposent pas des compétences administratives et des capacités nécessaires pour assurer la gestion de leur personnel et le traitement des questions financières et budgétaires. Les ressources correspondent aux recettes perçues au titre de l'appui aux programmes et provenant des contributions volontaires.

Organigramme et répartition des postes pour 2020



(Voir notes de l'organigramme page suivante)

(Notes de l'organigramme)

Abréviations : ACM = agent(e) des corps de métier ; AL = agent(e) local(e) ; G(1°C) = agent(e) des services généraux (1^{re} classe) ; G(AC) = agent(e) des services généraux (Autres classes) ; PL = professeur de langue ; SGA = secrétaire général(e) adjoint(e) ; SSG = sous-secrétaire général(e).

^a Relève à la fois du Secrétaire général adjoint chargé du Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité (DMSPC) et du Secrétaire général adjoint à l'appui opérationnel (DOS).

^b Un emploi de temporaire (autre que pour les réunions) de la classe P-4 et un emploi de temporaire (autre que pour les réunions) de la classe P-2.

^c Deux postes G(AC) transférés de la composante Appui au programme.

^d Vingt emplois de professeur de langue à temps plein [personnel temporaire (autre que pour les réunions)].

^e Deux emplois de temporaire (autre que pour les réunions) de la classe P-5.

^f Un poste G(AC) transféré de la composante Appui au programme.

^g Seize postes transférés du DMSPC [1 G(1°C) et 15 G(AC)].

^h Les autres postes financés au moyen des quotes-parts hors budget ordinaire relèvent de la Section de la sécurité aérienne, dans le Bureau de la gestion de la chaîne d'approvisionnement.

Annexe II

Récapitulatif, par composante et sous-programme, des changements qu'il est proposé d'apporter aux postes permanents et aux postes temporaires

<i>Composante/ sous-programme</i>	<i>Postes</i>	<i>Classe</i>	<i>Description</i>	<i>Justification</i>
Appui en matière de ressources humaines	2	G(AC)	Transfert de 2 assistant(e)s de gestion de l'information	Dans le cadre de la réforme de la gestion, deux postes d'agent(e) des services généraux (Autres classes) du Groupe des dossiers du personnel ont été transférés du Bureau des ressources humaines au Service de l'appui aux clients au Siège, où leurs titulaires seront chargé(e)s de la mise à jour et de l'archivage des dossiers administratifs des membres du personnel recruté sur le plan national et sur le plan international, administré au Siège.
Appui au programme	(2)	G(AC)	Transfert de 2 assistant(e)s de gestion de l'information	La Division de l'administration des ressources humaines étant chargée de la gestion et de l'archivage des dossiers du personnel recruté sur le plan international en poste dans les missions, il est proposé qu'elle administre à la fois ces derniers et les dossiers des membres du personnel recruté sur le plan national et sur le plan international qui sont en poste au Siège. En conséquence, il est proposé de transférer ces deux postes du Service de l'appui aux clients au Siège à la Division de l'administration des ressources humaines.
Administration, New York	1	G(AC)	Transfert de 1 assistant(e) administratif(tive)	Dans le cadre de la réforme de la gestion, un poste d'agent(e) des services généraux (Autres classes) chargé(e) de seconder le Comité des visas a été transféré du Bureau des ressources humaines au Service de l'appui aux clients au Siège.
Appui au programme	(1)	G(AC)	Transfert de 1 assistant(e) administratif(tive)	Il est proposé de transférer ce poste du Service de l'appui aux clients au Siège à la Section des voyages et des transports afin qu'il soit absorbé par l'Équipe Passeports et visas.
Appui au programme	1	G(1°C)	Transfert de 1 assistant(e) principal(e) chargé(e) des ressources humaines	Le transfert en provenance du chapitre 29A résulte d'arrangements provisoires, dans l'attente de la décision que l'Assemblée générale doit prendre au sujet du dispositif de prestation de services centralisée
	1	G(AC)	Transfert de 1 assistant(e) de secrétariat	Le transfert en provenance du chapitre 29A résulte d'arrangements provisoires, dans l'attente de la décision que l'Assemblée générale doit prendre au sujet du dispositif de prestation de services centralisée
	13	G(AC)	Transfert de 13 assistant(e)s chargé(e)s des ressources humaines	Le transfert en provenance du chapitre 29A résulte d'arrangements provisoires, dans l'attente de la décision que l'Assemblée générale doit prendre au sujet du dispositif de prestation de services centralisée
	1	G(AC)	Transfert de 1 assistant(e) d'équipe	Le transfert en provenance du chapitre 29A résulte d'arrangements provisoires, dans l'attente de la décision que l'Assemblée générale doit prendre au sujet du dispositif de prestation de services centralisée
Total	16			

Abréviations : G(1°C) = agent(e) des services généraux (1^{re} classe) ; G(AC) = agent(e) des services généraux (Autres classes).